

Négociations agricoles et examen des questions de mise en oeuvre Profonds désaccords au sein de l'OMC

Les objectifs des négociations agricoles continuent de susciter un profond désaccord, et l'issue de l'examen des questions de mise en oeuvre demeure incertaine.

Sept mois après Seattle, il n'y a eu aucun rapprochement des points de vues des principaux acteurs. C'est ce qui ressort des documents soumis par les Membres de l'OMC à la première session consacrée aux travaux de fond des négociations agricoles (29-30 juin). De grandes divergences continuent d'opposer l'Union européenne et les Etats-Unis sur les subventions à l'exportation et les subventions de la « boîte bleue », les pays en développement veulent plus de liberté d'action pour des politiques agricoles axées sur le développement, et le Groupe de Cairns menace de contester les programmes de subventions agricoles dès l'expiration de la « clause de paix », si des progrès notables ne sont pas enregistrés dans les négociations d'ici là.

Traitement spécial et différencié, et boîte de développement

« Des dispositions réelles, fortes et opérationnelles liées à un traitement spécial et différencié pour l'agriculture, sont encore plus cruciales, d'abord parce que la sécurité alimentaire est entièrement liée aux questions de sécurité d'ordre plus général, et ensuite, en raison de la place spéciale qu'occupe l'agriculture dans les économies de la plupart des pays en développement ». C'est ce qui ressort d'une proposition de 12 pages intitulée *Accord sur l'agriculture: traitement spécial et différencié et boîte de développement (G/AG/NG/W/13)* présenté par 11 pays en développement à la session de juin.

Dans la proposition, Cuba, la République Dominicaine, le Salvador, Haïti, le Honduras, le Kenya, le Nicaragua, le Pakistan, le Sri Lanka, l'Ouganda et le Zimbabwe soutiennent que les « produits essentiels, en particulier les produits alimentaires de base, devraient être exemptés de libéralisation, et qu'il faut promouvoir la compétitivité et les capacités productives nationales des pays en développement, plutôt que de les détruire sur la base de la non compétitivité ». Ils font souligner que « les règles existantes de l'accord sur l'agriculture semblent accorder un traitement spécial et différencié aux pays développés plutôt qu'aux pays en développement », phénomène par ailleurs largement documenté par des organisations de la société civile.

Citant des études de cas de la FAO selon lesquelles, jusqu'ici nombre de pays en développement, loin de tirer des avantages de la libéralisation agricole, sont confrontés à une détérioration de leurs conditions socio-économiques, les onze demandent que fasse parti des négociations agricoles, un « examen

systématique de la mise en oeuvre, visant à rééquilibrer les règles et à appliquer des réformes destinées à s'attaquer aux problèmes ».

Le document suggère la création d'une « boîte de développement » qui exempterait des disciplines de l'OMC, les mesures et politiques visant à : « améliorer la sécurité alimentaire et la capacité productive »; « soutenir l'emploi pour les pauvres en milieu rural »; et « réguler les importations bon marché et mettre fin au « dumping » de produits d'importation bon marché et subventionnés dans les pays en développement ».

Dans leur proposition sur les négociations agricoles, les Etats-Unis suggèrent que soient développés des « critères supplémentaires pour les mesures d'exemption de soutien jugées essentielles pour les objectifs de développement et de sécurité alimentaire des pays en développement, en vue de faciliter le développement de programmes ciblés pour accroître l'investissement et améliorer l'infrastructure, renforcer les systèmes nationaux de commercialisation, aider les exploitants agricoles à gérer le risque, fournir l'accès aux nouvelles technologies environnementales, et accroître la productivité des agriculteurs produisant le minimum vital ». Les Etats-Unis proposent également une assistance technique « intensifiée », et que tous les Membres de l'OMC accordent une attention particulière aux produits présentant un intérêt pour les pays en développement, et surtout les moins développés d'entre eux, lors des réductions tarifaires.

Subventions des boîtes verte et bleue

Une autre proposition du même groupe de pays en développement (G/AG/NG/W/14) est axée sur les subventions de la « boîte verte » ne donnant pas lieu à une action, et qui ne sont pas soumises à des plafonds ou des engagements de réduction. Le document souligne que la boîte verte a favorisé un accroissement du niveau global des soutiens dans les pays de l'OCDE, et qu'elle répond à des préoccupations autres que d'ordre commercial des pays développés, mais pas des pays en développement. Les onze proposent de regrouper toutes les catégories de soutien interne en une boîte de

« subventions générales », assortie de nouveaux critères de qualification et d'une clause de « modération » du traitement spécial et différencié qui protégerait les politiques des pays en développement.

Les Etats-Unis suggèrent par ailleurs de réduire les disciplines en matière de soutien interne à deux catégories, mais selon des critères différents: les mesures qui n'ont pas, ou tout au plus, ont des effets minimes de distorsion sur le commerce ou sur la production

Sommaire

Désaccords au sein de l'OMC	1
Différends de la banane à l'OMC	
les sanctions équatoriennes ont-elles un sens	3
Sommet pour le développement social	5
Sommet du G-15 : pour une économie mondiale plus équitable	6
Investissement et commerce en Afrique de l'Ouest	7
Règlement des différends	8
Calendrier et ressources	20

(suite à la page 2)

Négociations agricoles ... (suite de la page 1)

seraient exemptées de réduction, tandis que les autres formes de soutien seraient réduites. Cette proposition supprimerait en fait les subventions de la « boîte bleue » qui visent à limiter la production.

L'Union européenne en revanche conclut sa proposition sur les mesures de soutien interne en ces termes: « Considérant l'importante réduction de l'impact commercial engendrée par cette nouvelle forme de soutien politique, et le fait qu'elle réussisse à répondre aux préoccupations nationales liées au processus de réforme agricole, la CE tient à souligner que le concept de la boîte bleue, tout comme celui de la boîte verte, doit être maintenu » (G/AG/NG/W/17).

Subventions à l'exportation

Sur la question controversée de la libéralisation de l'agriculture, les subventions à l'exportation constituent la question la plus litigieuse. A Seattle, les Membres étaient parvenus à un compromis formulé d'une façon détournée, qui cherchait à occulter le fait que les Etats-Unis et le Groupe de Cairns voulaient que les négociations débouchent sur la suppression des subventions à l'exportation, alors même que l'UE insistait pour que les pourparlers incluent « des réductions substantielles » de toutes les formes de soutien à l'exportation, y compris les crédits à l'exportation. Le compromis de Seattle n'est désormais plus sur la table, et le débat sur les subventions à l'exportation se retrouve à son point de départ, tous les protagonistes campant sur leurs positions d'avant Seattle.

Le Groupe de Cairns (G/AG/NG/W/11) propose néanmoins, d'inclure « des mesures concrètes de traitement spécial et différencié » en ce qui concerne les subventions à l'exportation. Selon Cairns, les dispositions finales doivent « avoir pour objectif de doter les pays en développement d'outils utiles et efficaces pour atténuer l'impact du processus de réforme, et les aider à s'adapter aux changements ». Ces outils pourraient être : « une prorogation du délai de mise en œuvre; et « l'extension du traitement spécial et différencié existant pour les pays en développement en vertu de l'Article 9.4 de l'Accord sur l'agriculture, jusqu'à ce que la suppression et l'interdiction des subventions à l'exportation soient mises en œuvre ».

Biotechnologie

Deux autres propositions vont inmanquablement soulever de vives réactions. L'une de l'UE porte sur le bien-être animal et le commerce des produits agricoles (G/AG/NG/W/19), et l'autre des Etats-Unis propose entre autres, que les négociations « visent à établir des disciplines garantissant la transparence, la prévisibilité et l'opportunité des processus couvrant le commerce de produits développés grâce aux nouvelles technologies ». L'UE s'était auparavant opposée à ce que les processus d'approbation de la biotechnologie soient abordés à l'OMC.

Préoccupations autres que d'ordre commercial

Pour faire une petite concession à l'argument de la « multifonctionnalité » présenté par l'UE, le document américain note « l'engagement et le soutien des gouvernements » pour les politiques traitant de « préoccupations autres que d'ordre commercial, qui incluent la sécurité alimentaire, la conservation des ressources, le développement rural et la protection de l'environne-

ment ». Toutefois, les Etats-Unis maintiennent que « pour atteindre ces objectifs, le mieux est de recourir à des mesures qui n'ont pas d'effet de distorsion sur le commerce », ou qui évitent de répercuter leur coût sur « d'autres pays en fermant les marchés ou introduisant une concurrence déloyale. Les Etats-Unis relèvent également que bien qu'on puisse recourir à des mesures commerciales pour traiter de questions légitimes liées à la santé et la sécurité, ils s'opposent à ce que l'Accord sur les Mesures Sanitaires et Phytosanitaires soit ouvert aux négociations.

Concernant les préoccupations autres que d'ordre commercial des pays en développement, les Etats-Unis reconnaissent les « conditions et défis particuliers » auxquels sont confrontés les pays en développement, et « feront en conséquence des propositions pour aider à mieux les intégrer dans le système commercial mondial ».

Mise en œuvre

Le 22 juin, les Membres ont tenu la première Session spéciale du Conseil général pour « aborder les questions de mise en œuvre et les préoccupations en suspens, en particulier celles soulevées au cours de la préparation de la troisième Conférence ministérielle ». Selon le programme de travail adopté à la réunion, l'examen sera centré sur les questions figurant aux paragraphes 21 et 22 du projet de Déclaration ministérielle du 19 octobre 1999. Ces deux paragraphes couvrent essentiellement tous les points qui ont été soulevés par les pays en développement au cours de la phase préparatoire de la Conférence ministérielle de Seattle. Le but de l'exercice est « d'évaluer les difficultés existantes, d'identifier les moyens requis pour les résoudre, et de prendre des décisions en vue d'une action appropriée ».

En plus d'adopter un programme de travail en trois sessions, le 22 juin, le Conseil général a commencé à examiner les préoccupations des pays en développement concernant la mise en œuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements, l'une des questions les plus litigieuses de la phase préparatoire. Les pays en développement cherchent une amélioration substantielle de l'accès aux marchés des pays industrialisés pour leurs produits textiles importants d'un point de vue commercial. (les demandes précises sont exposées aux paragraphes 21 et 22 du projet de texte de la Conférence ministérielle). Jusqu'ici, les Etats-Unis en particulier se sont montrés résolument opposés à toute autre concession sur la mise en œuvre de l'Accord sur les textiles.

La première session spéciale s'est déroulée le 3 juillet avec l'examen d'autres points du paragraphe 21, incluant, *inter alia*, l'antidumping, les subventions, les mesures concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires et l'accord relatif aux obstacles techniques au commerce, l'agriculture, ainsi que les accords sur les MIC et les ADPIC. Après examen de toutes ces questions, le Président et le Directeur Général de l'OMC devaient selon le programme de travail, consulter les Membres en vue d'identifier les moyens de résoudre les questions pendantes de mise en œuvre.

La deuxième session spéciale du 18 au 19 octobre « commencera par donner suite aux résultats des discussions et consultations concernant les questions évoquées ci-dessus », et se poursuivra par l'examen des préoccupations soulevées au paragraphe 22, lequel traite d'un plus grand nombre de changements à long terme des Accords de l'OMC, afin de les rendre plus équitables pour les pays en développement. Il y aura ensuite des consultations informelles.

(suite à la page 15)

Différend de la banane à l'OMC : les sanctions équatoriennes contre les Communautés européennes ont-elles un sens ?

par Cristian Espinosa

En raison de la persistance des Communautés européennes à ne pas mettre en œuvre les recommandations et conclusions contenues dans les différents rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel sur le différend de la banane, le système de règlement des différends à l'OMC se retrouve à la limite des situations et des mécanismes envisagés par les négociateurs du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Dans le cas présent, la décision de l'Equateur de « demander et d'obtenir l'autorisation de suspendre les concessions et d'autres obligations » envers les Communautés européennes constitue un précédent dans les relations commerciales internationales. D'une part, c'est le premier cas où un pays en développement impose des sanctions à un pays développé. D'autre part, c'est la première fois que les sanctions ont été demandées et accordées au titre d'autres Accords que le GATT, permettant ainsi à l'Equateur d'appliquer ce que l'on appelle la rétorsion intersectorielle.

Le recours aux sanctions commerciales a traditionnellement consisté en une démonstration de puissance économique et politique entre pays en conflit à propos d'un aspect spécifique de leurs relations bilatérales. Le pays qui impose les sanctions cherche en principe à produire un effet pratique qui contribuera à la réalisation de ce qu'il considère comme un objectif légitime. Il doit également avoir la capacité économique de supporter le coût de la perte des avantages résultant des échanges commerciaux.

Ces facteurs expliquent pourquoi on pense généralement qu'il n'était pas avantageux pour les pays en développement d'avoir recours aux sanctions pour défendre leurs droits commerciaux. En premier lieu, pour les petits pays, les coûts des sanctions pourraient être plus élevés pour la partie qui les impose que pour celle à laquelle elles sont imposées. En second lieu, il y aurait probablement peu de chance que les sanctions entraînent le résultat recherché et elles risquent donc de s'avérer inefficaces. Il n'est donc pas surprenant que les pays qui ont régulièrement appliqué des sanctions commerciales – ou menacé de le faire – soient ceux qui disposent d'une forte puissance économique et politique.

Si tel est le cas, est-il logique que l'Equateur décide d'imposer des sanctions commerciales aux Communautés européennes, surtout compte tenu des grandes inégalités entre les deux partenaires commerciaux ? (Dans le cas présent, un pays de 12 millions d'habitants est confronté à un bloc économique de plus de 374 millions d'habitants, et le produit national brut (PNB) de l'Equateur d'environ 19, 700 milliards de dollars US contraste vivement avec les 7 995, 575 milliards de dollars des Communautés européennes).

Rétablir l'équilibre

Pour répondre à cette question, il faut tenir compte du fait que, dans cette action de rétorsion, l'Equateur est autorisé à imposer des sanctions après avoir épuisé les voies disponibles au titre du système multilatéral de règlement des différends. En d'autres termes, c'est parce qu'il n'a pas été possible de résoudre un différend entre deux Membres de l'OMC, qu'il a fallu en arriver au recours

ultime prévu par le système : l'imposition de sanctions sous forme de suppression des concessions que les Membres de l'OMC s'accordent mutuellement. Ceci veut dire que ces sanctions commerciales s'appliquent dans un cadre juridique multilatéral, où l'Equateur cherche non seulement à exercer des pressions sur les Communautés européennes, mais également à rétablir un équilibre des droits et des obligations à travers un recours adéquat à tous les instruments et procédures à la disposition des Membres de l'OMC.

Rétablir l'équilibre des droits et des obligations dans le contexte de l'OMC signifie, dans ce cas, que l'Equateur, s'appuyant sur sa position de premier exportateur mondial de banane et de principal fournisseur de banane au marché européen, a décidé d'exercer des pressions sur les Communautés européennes, en tenant compte de sa capacité limitée et de la nécessité de minimiser le coût résultant de l'application des sanctions sur la partie qui les impose. C'est pour cela que l'Equateur a eu recours à la procédure de rétorsion intersectorielle, qui consiste à retirer des concessions dans d'autres domaines ou secteurs que ceux violés par le régime d'importation de la banane des Communautés européennes.

Dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC, les sanctions ne devraient pas viser principalement à punir un Membre ne respectant pas ses engagements vis-à-vis de l'OMC. Les sanctions ne devraient non plus rechercher aucun type de compensation pour les dommages causés par ce non-respect. Leur objectif primordial, qui rejoint l'objectif de l'Equateur, doit être d'amener le pays en défaut à respecter les conclusions et recommandations de l'Organe de règlement des différends (ORD). Dans le cas de la banane, ceci veut dire que les Communautés européennes doivent introduire un nouveau régime d'importation de la banane qui soit compatible avec les règles de l'OMC.

En règle générale, les sanctions - même limitées comme elles le sont ont des incidences tant économiques que politiques (et dans le contexte de l'OMC, un effet systémique supplémentaire). Dans la mesure où les sanctions demandées par l'Equateur constituent un précédent pour le système de règlement des différends, l'effet politique dans ce cas est beaucoup plus grand et donc produit des pressions plus fortes sur les Communautés européennes. C'est une façon de réduire - quoique modestement - le déséquilibre important entre des partenaires commerciaux aussi largement différents de l'Equateur et les Communautés européennes. En outre, le fait que l'Equateur soit un pays relativement petit ayant un marché limité pour les produits et les services réduit l'effet économique de toute sanction que ce pays peut imposer. Dans une certaine mesure, ces facteurs expliquent pourquoi l'Equateur a choisi de rechercher le droit d'imposer des sanctions dans des secteurs moins conventionnels, notamment à travers la suspension des concessions relatives aux droits de propriété intellectuelle.

Y aura-t-il des résultats ?

Au sein et à l'extérieur de l'OMC, les commentateurs se sont demandés si, dans un combat long et apparemment interminable, la

(suite à la page 4)

Différend de la banane à l'OMC... (suite de la page 3)

« victoire juridique » de l'Equateur sur les Communautés européennes avait une quelconque signification pratique précisément en raison du grand déséquilibre entre la puissance économique et commerciale des deux parties. Il est important de reconnaître que l'Equateur n'a jamais prétendu ignorer cette disparité. Tout au contraire, ceci a été le principal argument avancé par ce pays, après avoir suivi à la lettre toutes les étapes requises de la procédure, pour obtenir du système de règlement des différends un outil de négociation important en vue d'influer sur la formulation du nouveau régime d'importation de la banane des Communautés européennes.

Le fait que l'Equateur recherche une réforme du régime d'importation compatible avec les règles de l'OMC rend plus important et plus efficace le recours à ces sanctions comme outil de négociation. En conséquence, tant que les Communautés européennes n'auront pas corrigé les irrégularités du régime, l'autorisation d'imposer des sanctions accordée par l'OMC restera en vigueur sans que les Communautés européennes ne puissent la contester.

L'autorisation accordée par l'ORD, qui permet à l'Equateur d'imposer des sanctions pour un montant 201,6 millions de dollars US, y compris le droit de suspendre des concessions au titre de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC), n'est que la phase finale d'un long différend qui a opposé l'Equateur aux Communautés européennes.

Pour en arriver à ce stade, l'Equateur a démontré à maintes reprises que le régime d'importation de la banane des Communautés européennes annulait ou compromettait les avantages qui lui revenaient en tant que Membre de l'OMC. A la toute dernière occasion où les Communautés européennes ont soumis à arbitrage la requête initiale présentée par l'Equateur, celles-ci ont non seulement contesté le montant des sanctions proposées par rapport aux dommages causés, mais ont également émis des doutes sur le droit de l'Equateur d'appliquer une rétorsion dans d'autres secteurs.

En ce qui concerne l'équivalence entre le niveau des dommages et la valeur des sanctions, l'Equateur a justifié sa demande en comparant la situation actuelle dans le cadre d'un régime d'importation incompatible avec les règles de l'OMC avec deux cas hypothétiques qui respecteraient les règles de l'OMC. Le premier était fondé sur un régime uniquement tarifaire, et le second sur un système à contingents tarifaires qui exclurait les distorsions et les irrégularités du système actuellement en vigueur. Les arbitres n'ont pas accepté toutes les revendications de l'Equateur, mais ont estimé que les dommages subis par l'Equateur en raison du régime d'importation de la banane des Communautés européennes équivalaient à 201,6 millions de dollars US, et ont confirmé que l'Equateur pouvait imposer des sanctions correspondant à ce montant.

Les arbitres ont également confirmé que l'Equateur avait subi une annulation et une réduction des avantages qui lui revenaient tant dans le secteur des marchandises que dans celui du commerce des services, reconnaissant une fois de plus que – contrairement à d'autres pays d'Amérique Latine exportateurs de bananes – l'Equateur distribuait la majeure partie de ses fruits par l'intermédiaire d'opérateurs nationaux et qu'il avait le potentiel d'exporter pratiquement la totalité de ses bananes vers l'Europe sans faire intervenir des distributeurs européens ou nord-américains.

Rétorsion intersectorielle et charge de la preuve

Concernant la décision de l'Equateur de retirer les concessions ou d'autres obligations au titre de l'Accord sur le commerce des services ou sur les ADPIC, les Communautés européennes ont soutenu que l'Equateur devait appliquer des sanctions dans le secteur où il y avait annulation et réduction des avantages, c'est-à-dire dans le secteur des marchandises. Le Mémoire d'accord du règlement des différends est clair à cet égard : un Membre qui impose des sanctions a le droit de décider du type de sanction qu'il souhaite appliquer. En outre, si le Membre justifie auprès de l'ORD que l'imposition de sanctions dans le secteur initial où l'annulation et la réduction des avantages survenus ne serait ni applicable ni efficace, il peut appliquer des sanctions dans un autre secteur ou dans le cadre d'un autre Accord de l'OMC.

Pour justifier une demande de rétorsion intersectorielle, le pays imposant les sanctions doit prouver que les dommages sont suffisamment graves en termes économiques et commerciaux pour un retrait des concessions dans un autre secteur ou dans le cadre d'un autre Accord de l'OMC.

Toutefois, la charge de la preuve concernant l'applicabilité et l'efficacité des sanctions dans le secteur initial où les dommages ont été causés incombe à la partie qui conteste les sanctions. Les arbitres ont confirmé que les Communautés européennes avaient la charge de la preuve en ce qui concerne la proportionnalité qui doit exister entre les sanctions et les dommages résultant de celles-ci pour l'Equateur. Les arbitres ont également noté qu'il incombait aux Communautés européennes, de démontrer que l'Equateur n'avait pas suivi toutes les procédures nécessaires avant de décider de la rétorsion intersectorielle.

(suite à la page 15)

Evénements clés du différend de la banane

- Septembre 1997, l'ORD adopte les rapports du groupe spécial et de l'Organe d'appel statuant que les systèmes de contingents tarifaires et de licence d'importation pour la banane appliqués par les Communautés européennes étaient incompatibles avec les dispositions du GATT et du GATS.
- Janvier 1999, un nouveau régime européen d'importation de la banane entre en vigueur.
- Avril 1999, un groupe spécial chargé de surveiller la conformité décide que le nouveau régime européen est toujours en violation des règles de l'OMC. Les Etats-Unis sont autorisés à imposer des sanctions pour un montant de 191,4 millions de dollars.
- Novembre 1999, après l'échec des pourparlers sur la compensation, l'Equateur recherche le droit d'imposer des sanctions de rétorsion intersectorielle.
- Mars 2000, les arbitres de l'OMC décident que l'Equateur peut imposer des sanctions pour un montant de 201,6 millions de dollars US dans les secteurs des marchandises, des services et de la protection des droits de propriété intellectuelle.

Sommet pour le développement social : une réunion fortement influencée par la débâcle de Seattle

Certains observateurs se demandaient s'ils avaient bien fait de faire le voyage jusqu'à Genève, tant l'atmosphère était loin de celle qui avait prévalu lors du Sommet de Copenhague. A plusieurs reprises, le Sommet de Genève, intitulé « Sommet mondial pour le développement social et au delà : le développement pour tous à l'heure de la mondialisation », qui s'est déroulé à Genève du 23 juin au 1^{er} juillet, donnait l'impression qu'il n'était qu'un prolongement de la Conférence ministérielle de Seattle, quand les pays du Nord s'obstinaient à refuser toute concession substantielle sur les questions d'importance pour les pays en développement. Les organisations non gouvernementales, moins enthousiastes qu'elles ne l'étaient à Copenhague et moins agressives qu'elles ne l'étaient à Seattle, ne se sont pas trompées : elles ont tenté de réanimer les diplomates et le peu d'officiels présents afin qu'ils prennent réellement la mesure des impacts désastreux de la globalisation sur les populations pauvres et vulnérables qui n'ont tiré aucun avantage de celle-ci, et qui, au contraire ont vu leur nombre augmenter, et leur situation se dégrader.

L'évaluation des progrès effectués depuis Copenhague indique que sur les 13 objectifs arrêtés (allant de l'éducation à l'habitat, en passant par la mortalité infantile, la morbidité et l'espérance de vie...) les progrès sont « peu satisfaisants ». L'intégration sociale et l'emploi n'ont pas enregistré de progrès significatifs, et la lutte contre la pauvreté n'a enregistré que des progrès « contrastés », en dépit « de l'influence croissante des objectifs adoptés à Copenhague sur les politiques et la planification des partenaires de développement bilatéraux comme multilatéraux » (A/S-24/2Add.2 (Part II).

Les réunions parallèles au sommet étaient un bon indicateur des préoccupations qui animaient les acteurs institutionnels internationaux et les organisations non gouvernementales. La majorité d'entre elles portait sur les impacts de la globalisation, sur la pauvreté, sur l'aggravation des inégalités dans le monde, sur les droits et services sociaux,

Plusieurs groupes (tel que ATTAC) ont organisé des manifestations autour de la Tobin Tax, des mécanismes de redistribution de la richesse mondiale et de la prise en charge des coûts sociaux.

Les réactions des ONG ont été particulièrement vives quant Koffi Anan a présenté un rapport conjoint avec la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et l'OCDE intitulé « 2000 un monde meilleur pour tous ». Ce rapport présente les indicateurs de pauvreté et les stratégies pour en sortir. La critique porte autant sur la nature de cette coalition que sur les stratégies proposées. Les organisations de la société civile ont estimé que l'ONU est sorti de sa neutralité en cosignant un rapport avec des organisations dont les actions constituent des facteurs explicatifs de la pauvreté, notamment à travers les politiques d'ajustement structurel. Les pays de l'OCDE, en ne favorisant pas l'accès de leurs marchés aux produits des pays du Sud, en bloquant les transferts au titre de l'aide et en n'acceptant pas la remise des dettes sont particulièrement responsables de l'extension de la pauvreté sur la planète. Les ONG estiment ensuite que la stratégie de réduction de la pauvreté par l'ouverture accrue des économies des pays pauvres constitue un remède

pire que le mal. La libéralisation effrénée est considérée comme responsable de l'augmentation de la vulnérabilité et de l'exclusion, et ne peut donc constituer une solution à la pauvreté.

Jamais les questions commerciales n'ont été autant présentes dans une réunion internationale consacrée au développement social. Lors de la réunion de Genève les conséquences de la débâcle de Seattle ont été perceptibles tout le long des négociations.

(suite à la page 19)

Extrait de la déclaration des ONG au Sommet pour le développement social de Genève

(...) Alors que cette session spéciale de l'Assemblée Générale touche à sa fin, les ONG proposent une voie alternative pour faire avancer les choses. Notre vision est une vision ancrée dans les principes d'égalité, de développement durable ainsi que de paix et de solidarité entre tous les peuples et toutes les nations. Nous continuons de souscrire fortement aux accords conclus à Copenhague en 1995, et proposons le cadre suivant pour atteindre les objectifs contenus dans ces accords :

- La reconnaissance des individus en tant qu'acteurs du développement.
- Des formes de développement social démocratique et local.
- La reconnaissance de la responsabilité fondamentale de l'Etat et de la société dans l'apport de services sociaux de base pour tous, y compris la santé et l'éducation.
- Veiller à ce que les sociétés transnationales soient astreintes aux normes internationales, y compris en appliquant des codes de conduite et en rétablissant le Centre des Nations Unies sur les Sociétés Transnationales.
- La rémunération du travail par un salaire permettant de vivre décemment, et la reconnaissance de la valeur du travail non rémunéré des femmes.
- La création d'un fonds destiné à la réduction de la pauvreté, alimenté par la Taxe sur les transactions de devises, ainsi que l'introduction d'autres formes globales de taxation et de redevances.
- L'annulation de toutes les dettes des pays en développement, en tenant compte du fait que ces pays ont déjà remboursé plusieurs fois la dette initiale.
- Veiller à ce que la prise de décisions politiques reste la prérogative des gouvernements nationaux, et ne soit pas appropriée par les institutions financières et sociétés internationales.
- Renforcer le mandat démocratique et les structures des Nations Unies.

Nous réaffirmons les 10 Engagements de Copenhague, et appelons à un réengagement universel à les honorer. Notre vision est celle d'un monde partagé, où la pauvreté et l'inégalité sont vaincues. Nous sommes convaincus que cela peut se réaliser grâce aux concepts proposés dans le présent Cadre Alternatif des ONG.

Dixième sommet du G-15 : pour une économie mondiale plus équitable

C'est par un appel à une économie mondiale plus équitable que s'est ouvert au Caire en Egypte le dixième sommet du G-15 qui regroupe 17 pays : (avec l'arrivée de l'Iran et de la Colombie) Algérie, Argentine, Brésil, Chili, Egypte, Inde, Indonésie, Kenya, Jamaïque, Malaisie, Mexique, Nigéria, Pérou, Sénégal, Sri Lanka, Vénézuéla et Zimbabwe. Au cours de ce sommet qui s'est tenu du 19 au 20 juin, les chefs d'Etat et de gouvernement ont discuté essentiellement de la globalisation et de ses répercussions sur les pays en développement.

Dans son discours inaugural, le Président Egyptien, Hosni Moubarak hôte du Sommet a déclaré: « nous étions convaincus que la globalisation se traduirait par une amélioration du niveau de vie dans les pays en développement, mais, nous avons constaté que le déséquilibre dans l'économie mondiale s'accroît. Nous sommes inquiets d'autant plus que la moyenne du taux de croissance dans les pays en développement est passée de 6% à 2% suite à la crise asiatique de 1997 », a ajouté le Président Egyptien. En effet, pour la première fois en dix ans, les taux de croissance dans les pays en développement étaient inférieurs à ceux enregistrés dans les pays développés.

Ces mêmes inquiétudes ont été exprimées par le Premier ministre jamaïcain, P.J. Patterson qui a fortement critiqué le processus de mondialisation. Selon lui, « la mondialisation s'est avérée sélective, favorisant un petit groupe tout en marginalisant les plus faibles ». Et le Premier ministre jamaïcain de poursuivre : « des institutions telles que l'OMC, ainsi que le processus de mondialisation [sont] dominés et conduits par une poignée de pays économiquement puissants ». Il a fait remarquer que les défis de la mondialisation et l'OMC ont réussi à rapprocher davantage les pays du G-15, avant d'appeler ces pays à renforcer leur unité.

Concernant spécifiquement l'OMC, beaucoup de ministres présents à ce sommet du G-15 ont exprimé leur mécontentement à l'égard de cette organisation. Le ministre indien du commerce Murasoli Maran estime lui qu'il est temps que l'OMC soit profondément repensée. « Les attributions de l'OMC doivent se limiter au commerce et rien qu'au commerce ».

Dans le communiqué final publié à l'issue du sommet, les ministres du G-15 ont déclaré que « le système d'échange multilatéral devrait fonctionner d'une façon ouverte, équitable et non discriminatoire et basée sur des règles. Il doit prendre en considération la dimension développement dans les négociations commerciales multilatérales. Des instruments tels que les dispositions relatives au Traitement Spécial et Différencié doivent être renforcés et rendus opérationnels pour promouvoir les intérêts des pays en développement. Une attention particulière doit être accordée aux problèmes auxquels sont confrontés les pays en développement dans l'accomplissement de leurs obligations au titre de l'OMC ».

Les ministres du G-15 ont réitéré leur opposition à des pourparlers portant sur les questions telles que les normes environnementales, et les normes sociales. « Nous sommes préoccupés par les mesures commerciales sous prétexte de protection de l'environnement. Des questions non commerciales, par exemple les normes de travail, proposées par certains pays développés, ne doivent pas être introduites dans ou liées à l'agenda de l'OMC. « Nous rejetons toute tentative d'utilisation de ces questions en tant que formes déguis-

sées de protectionnisme, et de conditions pour la restriction de l'accès aux marchés, des flux d'aide et/ou de technologies vers les pays en développement », déclarent-ils dans leur communiqué final. Au cours de ce sommet, un accent particulier a été mis sur l'importance des investissements. Les chefs d'Etats ont appelé les pays riches à investir dans les pays en développement, une forme d'aide qui permettrait de résoudre le problème crucial de l'emploi considéré comme un défi majeur.

Les ministres du G-15 ont par ailleurs mis en garde contre les dangers que représentent les fusions des multinationales et leurs retombées négatives sur les moyennes et petites entreprises

A propos de la baisse de l'Aide Publique au Développement (APD), un appel a été également lancé en direction des pays les plus industrialisés pour qu'ils renforcent leurs efforts afin d'atteindre l'objectif fixé par les Nations Unies d'assurer 0,7% de leur PIB au titre de l'Aide au Développement.

Pour ce qui est de la dette extérieure et des initiatives présentées en faveur des pays pauvres très endettés, les chefs d'Etats et de gouvernements présents au Caire veulent des initiatives plus efficaces qui prendraient en compte les problèmes des pays à moyens revenus. Cette question doit être traitée de manière globale et radi-cale estiment les pays membres du G-15.

Quant à la mondialisation, les pays du G-15 estiment que seule une coopération avec les partenaires internationaux peut construire le nouvel ordre économique mondial basé sur l'équité. Ils souhaitent voir s'instaurer un dialogue et une coordination avec les pays du G-8 pour diminuer les risques de marginalisation des pays en voie de développement.

Rappelons que le G-15 a été créé en 1989 pour faire contrepoids au groupe des pays riches dits du G-8. Ce groupe doit d'ailleurs à son tour, tenir son sommet en juillet à Okinawa au Japon 2000.

Mais, au cours d'une session plénière du sommet économique d'Afrique Australe tenu à Durban en Afrique du sud du 21 au 23 juin, le Président sud africain Thabo Mbeki s'est indigné qu'un trio composé du président algérien, nigérian et de lui-même ne sera pas reçu par les dirigeants du G-8 lors de leur prochain sommet.

Lui et ses homologues vont se rendre au Japon pour voir comment progresse la question de l'allégement de la dette qui est devenue une question de vie ou de mort comme l'a souligné le directeur du Centre International pour le Développement, l'économiste américain Jeffreys Sachs.

**Forum 2000 de l'OCDE
La mondialisation à l'ordre du jour**

Les 29 pays membres de l'OCDE (Organisation de Coopération et Développement Economique) se sont réunis du 26 au 28 juin. A l'ordre du jour de cette réunion appelée Forum 2000 et tenue en même temps que la Conférence ministérielle des membres, le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales.

(suite à la page 15)

Investissements et Commerce en Afrique de l'Ouest

Demba Moussa Dembélé*

Depuis le début des années 1990, les politiques de libéralisation du commerce et des investissements ainsi que les privatisations dans les pays en voie de développement ont stimulé les flux de capitaux privés vers ces pays. On estime qu'entre 1990 et 1998, le total cumulé de ces flux a dépassé les 2000 milliards de dollars, dont plus de 700 milliards de dollars sous la forme d'investissements directs étrangers (IDE). Cependant, ces flux sont très concentrés. On estime que les 10 principaux marchés émergents ont accueilli plus de 75% de ces flux (Botchwey 2000).

Mais l'Afrique sub-saharienne est restée le parent pauvre de ces mouvements de capitaux. En dépit de toutes les mesures de libéralisation et des programmes de privatisation à grande échelle adoptés par les pays africains, on estime que l'Afrique ne reçoit en moyenne qu'entre 3 et 5% des flux de capitaux privés en direction des pays en voie de développement. Par exemple, la part de l'Afrique dans les IDE est passée de 11% en 1975-1982 à 9% en 1983-1989 et finalement 4% en 1990-1998. Durant la même période, la part de l'Asie et du Pacifique est passée de 19% à 52% (*Trade and Development Report 1999* : 23).

Cette faiblesse des flux privés vers l'Afrique est en contraste frappant avec le niveau élevé du rendement de capital dans cette région. On estime en effet qu'entre 1990 et 1994, la rentabilité des investissements directs étrangers a été en moyenne de 24 à 30% en Afrique subsaharienne, contre 16 à 18% dans l'ensemble des pays en voie de développement (Bhattacharya et al. : 4-5).

En outre, les flux de capitaux en direction de l'Afrique sont concentrés dans un petit nombre de pays miniers et producteurs de pétrole, tels que l'Afrique du Sud, l'Angola, le Ghana, le Nigeria, etc. Par exemple, en 1998, cinq des 52 pays que compte l'Afrique ont attiré à eux seuls plus de la moitié des flux d'investissements privés destinés au continent. Durant la même année, les 48 pays les moins avancés (PMA), dont 33 se trouvent en Afrique, n'ont mobilisé qu'un pour cent (1%) des flux privés.

L'une des explications de ce faible flux de capitaux privés réside dans la part très minime de l'Afrique dans le commerce international. En effet, on estime qu'en moyenne, les exportations africaines représentent 2% du commerce mondial tandis que la valeur ajoutée industrielle du continent représente moins de 1% de la valeur ajoutée industrielle mondiale (*Le Courrier*: 81).

Le contexte international et régional

A partir des années 90, un nouveau contexte s'est dessiné, tant au niveau régional qu'international, pour stimuler les flux de marchandises et de capitaux dans le monde. Cette partie examine donc le cadre institutionnel mis en place par les pays africains pour attirer les investissements privés étrangers. Elle s'attachera en particulier à examiner l'impact des réformes imposées par les programmes d'ajustement structurel, celui des accords du Cycle de l'Uruguay et de la création de l'OMC et enfin l'impact des bourses de valeurs mobilières.

A- La fin du Cycle de l'Uruguay et la création de l'OMC: La conclusion des négociations du Cycle de l'Uruguay en 1994 a ouvert une nouvelle ère dans les relations économiques internatio-

nales. Cette nouvelle ère est marquée par une plus grande libéralisation des échanges et une plus grande protection accordée aux compagnies multinationales. La création de l'OMC en 1995, chargée de veiller à l'application des accords de l'Uruguay, donne un cadre légal à cette protection. Désormais les investissements et le commerce international sont régis par les cadres définis par les mesures d'investissement liées au commerce et les droits de la propriété intellectuelle liés au commerce, respectivement, MIC et ADPIC.

Les accords sur les investissements liés au commerce (MIC/TRIMs) et les droits de la propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC/TRIPs) ont une influence décisive sur les investissements étrangers dans les pays en voie de développement. Les MIC visent à éliminer les politiques d'investissement qui seraient de nature à « dénaturer » le commerce international.

Quant aux ADPIC, ils présentent un danger plus grave encore pour le développement des pays africains. En effet, ces accords vont sévèrement limiter, voire éliminer, la possibilité pour les pays en voie de développement, d'imiter les produits fabriqués sans permission préalable. Dans ce but, il est stipulé que les pays signataires doivent accorder une protection à la propriété intellectuelle rendant ainsi encore plus difficiles, voire impossible, les transferts de technologies vers les pays du Sud. Beaucoup de critiques soutiennent que les ADPIC sont une forme déguisée de protection en faveur des entreprises multinationales. Dans l'ensemble, les ADPIC visent à rendre irréversible la domination technologique des pays du Nord sur les pays du Sud et à saper les efforts de ces derniers pour promouvoir des politiques technologiques endogènes. C'est pourquoi beaucoup de pays sont réticents à ratifier ces accords (Dembélé 1999: 58-59).

Donc, on voit bien que les MIC et ADPIC constituent un handicap majeur pour les pays africains pour stimuler les investissements et le commerce. Les MIC en particulier portent un coup sévère à leurs politiques d'industrialisation en limitant les possibilités de transfert de technologies.

D'autres règles de l'OMC, telles que les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), constituent également un handicap pour ces pays. En effet, ces mesures sont une forme de protection non tarifaire, dans la mesure où la non conformité aux normes définies par un pays équivaldrait à une interdiction d'accéder au marché de ce pays.

Dans l'ensemble, les règles de l'OMC présentent de nombreux et sérieux désavantages pour les pays africains. Un exemple patent est la « guerre de la banane » entre les Etats-Unis et l'Union Européenne. Ce conflit a révélé que les préférences commerciales liées aux accords ACP/UE sont menacées par les règles de l'OMC. Ce qui veut dire qu'à moyen terme, les pays africains perdront leurs avantages commerciaux sur les marchés européens. D'ailleurs, l'Union Européenne envisage d'établir des accords régionaux de libre-échange, qui remplaceraient l'actuelle forme de coopération (*Le Courrier*: 4-6).

(suite à la page 16)

* Economiste - Chercheur : Coordonnateur de l'initiative «Dakar 2000» sur l'annulation de la dette de l'Afrique.

Règlement des différends

Présentation du rapport de mise en œuvre concernant le différend de la banane

Dans un rapport de situation soumis le 19 juin à l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC, les Communautés européennes ont indiqué qu'elles avaient mené des discussions bilatérales avec les Membres de l'OMC parties au différend, mais qu'« il n'y avait eu jusqu'ici aucune conclusion convenue ».

Les Communautés européennes imputent leur incapacité à déboucher à une conclusion à la persistance « de divergences des points de vue exprimés par les principales parties concernées » (notamment l'Equateur, le Guatemala, le Honduras, le Mexique et les Etats-Unis) ainsi qu'au fait que « des différences continuent d'apparaître sur des détails, même quand il y a un accord apparent ».

L'ORD a adopté, le 25 septembre 1997, le rapport de l'Organe d'appel qui décidait que le régime préférentiel européen d'accès aux marchés pour les bananes des fournisseurs ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) n'était pas en conformité avec les accords de l'OMC. Depuis lors, les parties plaignantes ont cherché, avec succès, une compensation par des mesures de rétorsion autorisées par l'OMC. Ce dernier rapport des Communautés européennes confirme que les Communautés doivent encore résoudre le différend avec leurs partenaires commerciaux.

Publication du rapport du Groupe spécial sur le différend canadien concernant la protection par des brevets

Le Rapport final du Groupe spécial dans le différend qui oppose le Canada à l'UE concernant la protection conférée par des brevets a été finalement publié. L'UE avait initialement soumis le cas à l'OMC, en dénonçant le fait que le régime canadien viole les ADPIC en favorisant les produits pharmaceutiques par rapport à d'autres technologies (article 27.1) ; en permettant la fabrication de produits brevetés sans l'accord des titulaires des brevets (article 28) ; et en omettant de protéger des produits brevetés pendant une période de 20 ans à compter du dépôt de demande de brevet (article 33).

Au moment de la publication du rapport provisoire, le Groupe spécial de règlement des différends avait décidé que le Canada ne violait pas les règles internationales de protection de la propriété intellectuelle en autorisant les fabricants nationaux de médicaments génériques à faire des préparations en vue de la production d'un médicament avant la date d'expiration de son brevet. Le rapport final maintenant publié contient la même conclusion.

Différend franco-canadien sur l'amiante : l'OMC prend une décision intérimaire

C'est dans un rapport confidentiel que l'OMC a fait part au Canada de sa décision dans le conflit sur l'amiante opposant ce pays à l'Union européenne. Le contenu de ce rapport intérimaire adressé aux autorités canadiennes n'a pas été dévoilé. Mais, la décision de l'OMC donnerait raison à l'Europe.

Des sources proches de l'OMC affirment, selon l'AFP, que le groupe spécial d'arbitrage a rejeté la déclaration canadienne selon laquelle l'interdiction constituait un obstacle au commerce,

conformément à l'article 2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, en soutenant qu'elle n'était pas un règlement technique et ne relevait donc pas du champ d'application de l'Accord.

La décision provisoire de l'OMC est favorable à la position de l'UE qui représente la France à l'OMC. Cette dernière a accepté les arguments avancés par les pays européens qui ont interdit l'importation d'amiante pour des motifs de santé publique.

Selon l'UE, l'amiante est responsable du décès de près de 2.000 personnes par an en France. L'UE a également mené une évaluation des risques liés à l'utilisation de ce produit dans le ciment et a trouvé que d'autres fibres entraînent moins de risques pour la santé. D'après des responsables du commerce, les cinq experts consultés par le Groupe spécial ont unanimement convenu avec l'UE que l'amiante chrysolite était cancérigène et dangereuse pour la santé humaine.

L'amiante est utilisée essentiellement pour fabriquer des produits en amiante-ciment comme des tuyaux, des revêtements de toitures ou d'autres matériaux de construction. La décision provisoire de l'OMC a été favorablement accueillie par les écologistes.

Le Groupe spécial a par ailleurs déclaré que malgré l'incompatibilité de l'interdiction française avec les dispositions relatives au traitement national énoncées dans l'article III de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), la France avait néanmoins le droit d'appliquer l'interdiction au titre de l'article XX (b) du GATT (Exceptions générales). Selon un spécialiste du droit environnemental international, « la conclusion est importante. C'est une chose de dire qu'une mesure sanitaire ne viole pas les règles de l'OMC. C'est tout à fait autre chose de dire qu'elle viole des règles de l'OMC, mais qu'elle peut faire l'objet d'une exception, où la charge de la preuve est plus lourde ».

Selon l'article XX (b), il n'y a rien dans le GATT qui empêche « l'adoption ou l'application par toute partie contractante des mesures nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux ». Aucun groupe spécial de règlement des différends à l'OMC n'avait jusqu'ici autorisé un Membre de l'OMC à avoir recours à cet article pour imposer des mesures commerciales.

Pour comprendre le conflit sur l'amiante, il faut remonter à 1996, quand la France avait interdit les importations et l'utilisation d'amiante chrysolite. En 1998, le Canada avait entrepris de contester l'interdiction devant l'OMC au nom de son industrie de l'amiante basée au Québec, qui est le second producteur et le premier exportateur au monde d'amiante chrysolite. Le rapport provisoire n'est qu'une décision préliminaire, mais aucun groupe spécial de l'OMC n'a, à ce jour, infirmé des constatations provisoires dans la décision finale.

On s'attend à ce que la décision finale soit communiquée au Canada et à l'UE dans le courant de juillet. Elle sera communiquée aux autres Membres de l'OMC et rendue publique plusieurs semaines plus tard. Il avait initialement été prévu que le groupe spécial statuerait sur le cas en décembre 1999.

Règlement des différends

Durant tout le différend, le Canada a soutenu que l'interdiction totale imposée par la France n'était pas fondée sur des preuves scientifiques adéquates et qu'elle était contraire aux règles commerciales internationales. Le gouvernement canadien a également soutenu que l'amiante chrysolite était plus sûre que nombre des produits alternatifs et que son utilisation et son installation étaient parfaitement sûres, si des mesures de sécurité adéquates étaient prises. Le Canada soutient également que d'autres utilisations de l'amiante tels que l'incorporation des fibres à l'amiante-ciment étaient sûres.

Bien qu'il y ait déjà une interdiction de l'amiante blanche dans neuf des 15 Etats Membres de l'UE, et que les exportations vers la France ne représentent que 5% des exportations canadiennes d'amiante, le Canada est très inquiet de voir d'autres pays reprendre l'interdiction, tout particulièrement ses partenaires commerciaux latino-américains et asiatiques.

Les écologistes ont favorablement accueilli la décision du Groupe spécial de l'OMC. Le chef de la division politique de Greenpeace International, Remi Parmentier, a déclaré « qu'une décision finale favorable à l'interdiction française de l'amiante créerait un précédent important en faveur des préoccupations environnementales et de santé publique, mais qu'il ne fallait pas interpréter ceci comme une « écologisation » soudaine de l'OMC ».

Les experts juridiques basés à Genève ont noté que « les Groupes spéciaux de l'OMC font maintenant leur travail : interpréter les exceptions de l'article XX comme l'indique le Mémoire d'accord du règlement des différends » et que « cette décision pouvait ouvrir un large espace d'opportunités. L'article XX (b) s'applique à la santé des personnes et des animaux et à la préservation des végétaux, ce qui peut couvrir à peu près tout ».

Les syndicats reconnaissent également cette décision comme étant en leur faveur. La Confédération internationale des syndicats libres, basée à Bruxelles, a déclaré que cette décision, si elle était confirmée, donnerait un nouvel élan à une campagne internationale des travailleurs pour une interdiction mondiale de l'amiante chrysolite.

Les parties concernées par la décision de l'OMC ont quelques semaines pour faire connaître leurs commentaires, puisque le rapport final de l'OMC devrait leur être présenté fin juillet et sera rendu public à la mi-août.

Ottawa peut faire appel, s'il s'avère que la décision finale de l'OMC est hostile au Canada.

Sanctions tournantes américaines : l'Union Européenne dépose une demande de consultations

L'Union européenne a déposé une demande de consultations avec les Etats-Unis à l'Organisation mondiale du commerce à propos des sanctions commerciales tournantes américaines qui devraient être appliquées dans les conflits de la banane et du

bœuf aux hormones selon des sources proches de l'OMC. La demande a été déposée le 5 juin au secrétariat de l'OMC contre une législation américaine, entrée en application en mai et contraignant l'administration à réviser tous les six mois les sanctions, afin d'en vérifier l'efficacité sur les partenaires commerciaux des Etats-Unis.

La Commission, indique la demande de consultations, « considère que la mesure américaine a un effet glaçant sur les marchés, affectant la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral ».

Washington a proposé récemment de modifier la liste des produits européens sanctionnés en raison de l'échec de Bruxelles à appliquer les décisions de l'OMC concernant le bœuf aux hormones et son système d'importation de bananes. L'administration américaine a annoncé qu'elle passerait en revue la liste des produits européens soumis à des taxes prohibitives à l'importation.

Le commissaire européen au commerce, Pascal Lamy avait prédit des consultations « très contentieuses » avec les Etats-Unis à l'OMC, à propos des sanctions commerciales tournantes américaines, appelées aussi « carrousel ».

L'OMC autorise les Etats-Unis à imposer des sanctions aux pays de l'UE à hauteur de quelque 300 millions de dollars par an, pour avoir banni l'importation de boeufs aux hormones américaines et privilégié celle de bananes produites dans leurs territoires d'outre-mer et dans les pays ACP.

Bruxelles fait valoir que la nouvelle législation américaine « est en infraction » à l'accord de règlement des différends de l'OMC, car « il prévoit une action unilatérale (américaine) sans aucun contrôle multilatéral préalable ».

A partir du dépôt de la demande, un délai de soixante jours est prévu pour que des consultations puissent s'ouvrir. En cas d'échec, une plainte peut alors être portée devant l'Organe de règlement des différends et le conflit commercial peut être tranché par ses experts.

M. Lamy avait déclaré le 31 mai à Lisbonne à propos de ce système de « carrousel » : que « ce n'est pas très malin parce que cela rendra les choses plus difficiles et en plus ce n'est pas légal ». « Nous avons avec les Américains beaucoup de choses en commun et puis, de temps en temps, on a des contentieux », avait-il ajouté.

Plusieurs conflits - bœuf aux hormones, bananes, système fiscal américain à l'exportation FSC (foreign sales corporations) - opposent déjà Washington et Bruxelles devant l'OMC.

Les Etats-Unis n'excluent pas de porter une autre plainte à l'OMC, cette fois au sujet des aides publiques européennes pour l'éventuel développement du gros porteur d'Airbus, l'A3XX. « Nous gardons toutes les options ouvertes », avait déclaré à Paris Alan Larson, sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires économiques et agricoles. Il avait néanmoins ajouté que les Etats-Unis souhaitaient avant tout avoir une discussion avec l'Europe sur ces financements. (AFP)

**Le Groupe de travail de l'investissement de l'OMC
reste divisé sur les règles de négociation**

Lors de la réunion des 8-9 juin, le Groupe de travail du commerce et de l'investissement est resté dans l'impasse sur la question de la formation ou non d'un groupe de négociation pour élaborer des règles sur l'investissement à l'OMC.

Lors de la réunion, l'Inde a réaffirmé qu'elle n'était pas prête pour des négociations sur l'établissement de règles d'investissement. Presque la totalité des pays en développement asiatiques et les Membres africains partagent la position de l'Inde, alors que les pays développés et la plupart des pays latino-américains sont en faveur de la création d'un cadre pour les règles d'investissement à l'OMC.

Durant la Conférence ministérielle de Seattle en décembre 1999, l'UE avait exercé de fortes pressions pour amener l'investissement et la concurrence au niveau de la négociation ; après l'échec des pourparlers, le Groupe de travail de l'investissement qui existe depuis la Conférence ministérielle de Singapour en 1996 a conservé ses attributions en matière d'étude, de discussion et d'analyse.

A la session des 8-9 juin, les délégués ont entendu les interventions de la Corée, des Communautés européennes, du Japon, de l'Inde et de la Hongrie, sur une gamme de sujets relatifs à l'investissement. Le document coréen sur l'investissement étranger direct (IED) et sur les transferts de technologie qui était le seul à avoir été soumis avant la session, a suscité certaines discussions durant la réunion. La Corée a soutenu que son expérience démontrait « qu'il était préférable d'adopter une approche libre plutôt que d'imposer des prescriptions en matière de transfert de technologie », bien qu'il soit nécessaire d'appuyer cette approche par des améliorations internes au niveau des infrastructures et de la formation.

Si les pays développés ont fait l'éloge de l'approche coréenne, certains pays en développement n'ont pas été totalement du même avis. La Thaïlande a fait valoir qu'elle disposait d'une législation rendant obligatoire le transfert, et que cette approche avait bien marché pour ses objectifs dans ce domaine. Les pays développés, pour la plupart, restent hostiles à une telle législation.

L'intervention de l'Inde a attiré l'attention sur un certain nombre de questions qui nécessitent toujours une clarification avant d'aller plus en profondeur. Parmi celles-ci, le document a noté que (a) les preuves des avantages supposés de l'investissement étranger direct (IED) ne sont pas concluantes et les expériences peuvent être très différentes d'un pays à l'autre ; (b) rien n'indique que le schéma et le flux de l'investissement évolueront de manière significative avec les règles multilatérales sur l'investissement, et les traités bilatéraux d'investissement semblent parfaitement réussir à protéger les investissements existants ; et (c) tout indique que s'il y avait un accord multilatéral sur l'investissement, cet accord restreindrait la flexibilité dont disposent actuellement les pays en développement.

L'Inde a également attiré l'attention sur la question des obligations pour les investisseurs étrangers, en notant qu'elles devraient également être soulevées dans le Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence.

**L'OMC publie un rapport contesté sur le commerce
et la pauvreté**

L'OMC a publié le 19 juin un rapport intitulé « Commerce, disparité des revenus et pauvreté ». Ce rapport affirme que la libéralisation des échanges, à long terme, contribue à l'allègement de la pauvreté.

A la suite de la publication, M. Moore, Directeur de l'OMC, a déclaré « que le commerce seul peut ne pas être suffisant pour éradiquer la pauvreté, mais il est essentiel pour donner aux populations démunies un espoir quelconque d'un avenir meilleur ». En exemple, il a cité le cas de la Corée du Sud, qui il y a 30 ans, était aussi pauvre que le Ghana mais qui actuellement – grâce au commerce, a déclaré le Directeur général de l'OMC – est aussi riche que le Portugal.

Les auteurs de l'étude des Universités de Tel Aviv et du Sussex, présentent une gamme de données économiques dont ils tirent une diversité de conclusions. Ils affirment qu'alors que les niveaux de vie en général dans les pays en développement ne sont pas en voie de rattraper ceux des pays développés, les économies pauvres qui sont ouvertes aux échanges ont de meilleures chances de combler leur retard par rapport aux pays riches que celles qui maintiennent des obstacles au commerce.

Le rapport examine également les effets des réformes commerciales sur les pauvres et indique que ces derniers – ceux qui vivent avec environ un dollar par jour - profitent généralement de la libéralisation des échanges. Le rapport établit une forte corrélation entre l'accroissement du volume des échanges et la hausse des taux de croissance et soutient que le commerce peut avoir une part importante dans la réduction de la pauvreté en relançant la croissance économique dans son ensemble.

Faisant référence à un rapport récent de la Banque mondiale (« Growth is Good for the Poor, <http://www.worldbank.org/research/growth/absdolakray.htm> »), les auteurs avancent que la libéralisation des échanges, en réduisant les politiques interventionnistes, aide les démunis en leur permettant d'exploiter leur potentiel productif.

L'étude de l'OMC donne à la pauvreté des causes diverses, parmi lesquelles le manque d'accès à l'éducation – spécialement pour les filles et les femmes – et le manque de services de santé adéquats, et la répartition inégale des facteurs de production, notamment la terre et le crédit.

Le rapport a fait l'objet d'un examen approfondi par un certain nombre d'experts durant un symposium de l'OMC, le 19 juin, au cours duquel il a été présenté. Certains observateurs ont contesté la légitimité des affirmations du rapport visant à établir un lien de causalité entre des niveaux plus élevés de libéralisation des échanges et la hausse de la croissance, tout particulièrement quand les exemples utilisés se concentrent essentiellement sur l'expérience des économies industrielles avancées.

De même, les méthodes comparatives utilisées, ont aussi été fortement contestées. La Banque Mondiale utilisait cette démarche pour défendre ces politiques d'ajustement structurel, dont les résultats n'ont pas toujours fait l'unanimité. Certains se demandent comment les plus pauvres de la planète, peuvent-ils profiter du commerce international, alors qu'ils sont par définition, en dehors des circuits productifs, et ne sont que très faiblement connectés à l'économie mondiale.

Le texte entier du rapport peut être consulté à partir de la page d'accueil de l'OMC à : <http://www.wto.org>

Réunion du Groupe de travail du commerce et de la concurrence de l'OMC

Le Groupe de travail sur le commerce et de la politique de concurrence de l'OMC s'est réuni les 15 et 16 juin, et a poursuivi son travail sur la base de la décision du Conseil général de décembre 1998. Les positions des Membres sur la question n'ont pas évolué de façon notable depuis la période d'avant Seattle.

Comme pour la question de l'investissement, l'Union européenne (UE), le Japon et la Corée restent les partisans les plus fervents de l'établissement d'un groupe de négociation formel sur les règles de la concurrence. La plupart des pays en développement n'apportent pas une telle proposition et les Etats-Unis ne se sont pas encore prononcés.

Dans une communication présentée à la réunion, les Communautés européennes ont abordé certains aspects du commerce et de la politique de concurrence liés au développement. Les questions abordées dans ce document comprenaient le rôle que le droit en matière de concurrence peut jouer dans les réformes économiques et réglementaires dans les pays en développement ; l'incidence des pratiques anticoncurrentielles sur les importations et/ou les exportations des pays en développement ; les difficultés pratiques auxquelles sont confrontées les autorités chargées de la politique de la concurrence dans les pays en développement ainsi que la façon dont la coopération internationale dans le domaine de la concurrence aiderait les pays en développement à mieux prendre en compte les pratiques anticoncurrentielles ; et la façon dont un accord cadre multilatéral sur la concurrence peut renforcer le rôle des autorités chargées de la politique de la concurrence dans les pays en développement.

Les Communautés européennes ont mis l'accent sur la nécessité d'établir des principes fondamentaux plutôt que d'harmoniser les politiques de la concurrence à un niveau multilatéral. Les Etats-Unis ont émis leurs points de vue sur la façon dont un pays pourrait souhaiter établir une législation relative à la concurrence, en partant de leur propre expérience comme exemple.

La Malaisie et le Pakistan ont déclaré que le Groupe de travail devrait continuer son travail « d'éducation » et qu'il ne fallait pas inclure la concurrence comme sujet de négociation. Ils ont rappelé à la session que près de la moitié des Membres de l'OMC n'ont pas de politique de la concurrence et que ceux qui en ont une disposent d'une large diversité de législations.

Dans son intervention, l'Inde a souligné l'utilité de la politique industrielle – contrairement à une politique exclusivement axée sur la concurrence – comme outil précieux pour promouvoir la croissance économique.

Rappelons que la politique de la concurrence fait partie avec l'investissement, l'environnement et les normes de travail, des « nouvelles questions » que l'Union européenne avait voulu intégrer dans un nouveau cycle de négociation au cours de la conférence ministérielle de Seattle. Les pays en voie de développement, étaient - et sont toujours - dans leur majorité, opposés à une telle perspective et souhaitaient évaluer au préalable, la mise en œuvre des accords existants.

ADPIC : Séminaire de formation à Dakar pour une meilleure applicabilité

Un séminaire national de quatre jours sur la mise en œuvre de l'accord sur les droits de Propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) s'est tenue à Dakar du 13 au 15 juin. Cette rencontre, organisée par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), en collaboration avec le gouvernement du Sénégal, avait pour objectif de sensibiliser les douaniers, les forces de police, la magistrature et la gendarmerie sur tous les aspects de la propriété intellectuelle. Elle visait également la promotion de l'investissement en favorisant un environnement qui garantisse aux opérateurs économiques, la protection de leurs droits de propriété intellectuelle.

Plusieurs thèmes ont été discutés : les contrats de licence, les procédures d'acquisition et de maintien des droits de propriété intellectuelle, le rôle de l'administration douanière, les procédures de mesures correctives et administratives.

L'accord sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) est entré en vigueur depuis le 1er janvier 2000 après une période de transition de cinq ans. Mais, pour le ministre sénégalais des Mines, de l'artisanat et de l'Industrie, Landing Savané « la place accordée à la protection de la propriété intellectuelle dans le système commercial mondial offre un certain nombre d'avantages, mais, la nouvelle situation suscite des inquiétudes et des appréhensions dans les pays en développement en raison des répercussions qu'elle peut entraîner sur leurs relations commerciales avec les pays industrialisés ».

Pour François Dessemont, professeur au Centre du Droit de l'Entreprise (CEDIDAC) à l'Université de Lausanne en Suisse, « pour que les pays les moins avancés puissent tirer meilleur profit des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, il est nécessaire de créer un environnement juridique sécurisant en équipant la douane, la police, la gendarmerie et la magistrature d'outils informatiques et de textes de lois, mais aussi, de les former pour une meilleure reconnaissance de la contrefaçon, surtout dans un contexte où la piraterie virtuelle gagne du terrain avec l'avancée des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ».

Le conseiller spécial de l'OMPI, Ibrahima Fall, estime lui qu'il faut une coordination entre l'OMPI et l'OMC pour mettre en œuvre les ADPIC. Il estime cependant qu'il ne faut pas attendre l'OMC pour former les acteurs concernés. Le séminaire de Dakar ainsi que les autres rencontres prévus au Gabon, au Cameroun, en Côte d'Ivoire entre d'ailleurs dans cette logique. Ce dernier pays a déjà organisé un séminaire de formation du 19 au 22 juin. Selon lui, les ADPIC tracent un cadre et il appartient aux pays signataires de l'intégrer dans leurs propres législations en vue d'une meilleure applicabilité. Des rencontres nationales, régionales et sous régionales doivent sensibiliser tous les corps qui interviennent dans la mise en œuvre des ADPIC.

Même si l'OMPI estime qu'elle n'est pas une police ou une gendarmerie, elle voudrait promouvoir le respect des accords à travers l'information et la formation.

En l'état actuel des choses, aucun pays signataire n'a traduit ses accords dans sa législation nationale.

(suite à la page 17)

Le commerce en toile de fond des réunions de la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques

Les réunions intergouvernementales de la douzième session de l'Organe subsidiaire pour le Conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire pour la mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations-Unies concernant les changements climatiques se sont tenues à Bonn, du 12 au 16 juin. Les réunions ont regroupé quelques 1.700 délégués et représentants des organisations non-gouvernementales (ONG) et intergouvernementales. Les sessions étaient une première occasion pour débattre des principes, des modalités, des règles et des lignes directrices des trois « mécanismes de Kyoto » (mise en œuvre conjointe, échanges d'émissions, et mécanisme de développement propre) conformément aux articles 6, 12 et 17 du Protocole de Kyoto devant être adopté par la sixième Conférence des Parties, du 13 au 24 novembre 2000 à la Haye, aux Pays-Bas.

L'objectif souligné des réunions de Bonn était d'avancer vers un texte final pour les mécanismes de Kyoto, afin de rendre crédibles les objectifs de réduction des émissions énoncés dans le Protocole. Le texte « réglementaire » pour opérationnaliser ces mécanismes a été débattu de façon exhaustive, mais il reste encore beaucoup de points à élucider avant la fin de la sixième Conférence des Parties. A ce titre, le réel débat sur les implications commerciales potentielles du Protocole n'a toujours pas eu lieu. Une question clé qui reste à résoudre est le « plafonnement » du recours aux mécanismes de Kyoto au regard de l'introduction de politiques et mesures internes.

Bien que beaucoup estiment qu'elles sont inévitables, les implications commerciales des mécanismes de Kyoto et de la mise en œuvre de politiques et de mesures internes d'atténuation des effets n'ont pas fait l'objet de débats ouverts durant les réunions de Bonn. D'une part, un consensus a semblé se dégager sur le fait que la Convention-cadre concernant les changements climatiques est un régime unique qui recherche son propre système d'observation des engagements prévu dans les articles 14 et 19 de la Convention du Protocole. Dans ce sens, certains estiment que si un différend touchant au commerce devait jamais survenir, le régime de la Convention-cadre devrait être en mesure de le résoudre dans le cadre de sa propre compétence, par l'application de l'article 3, par. 5.

D'autre part, il existe une inquiétude sous-jacente à propos d'un conflit potentiel avec les règles de l'OMC, si et quand le Protocole entrera en vigueur. C'est cette inquiétude qui semble être à la base de l'établissement d'un groupe de contact sur les politiques et mesures de « meilleure pratique ». Entre autres questions, ce groupe discuterait de la formulation d'un cadre pour les politiques et mesures pour prévenir un conflit inutile avec les règles du commerce.

Certains grands pays de l'UE estiment que les réductions d'émissions certifiées ne sont ni une marchandise ni un service – et sont donc considérées comme non pertinentes en ce qui concerne les règles de l'OMC, mais d'autres pensent qu'il est encore trop tôt pour débattre des implications commerciales du Protocole. La plupart des Parties semblent converger vers la nécessité d'avoir un Protocole qui aille au-delà de la pure rhétorique, ce qui signifie qu'en ce moment, les Parties devraient se concentrer sur la quête de stratégies efficaces d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre.

Alors que les (pays en développement) non-Parties à l'Annexe 1 n'ont pas de cibles spécifiques de réduction d'émissions, au titre du Protocole, certains semblent conscients de la discrimination potentielle contre leurs exportations si l'on considère, par exemple, le recours, par les (pays développés) Parties à l'Annexe 1, à des subventions et à des mesures compensatoires qui pourraient être incompatibles avec l'OMC. Les produits des non-Parties à l'Annexe 1 pourraient également subir une discrimination indirecte de diverses façons, selon l'agencement des mécanismes de Kyoto. Ainsi, si le mécanisme sur le développement propre – qui permet, entre autres, des transferts de ressources et de technologie des Parties à l'Annexe 1 à des non-Parties à l'Annexe 1 – mène à un investissement étranger direct sans restrictions, ceci pourrait avoir une incidence directe sur les politiques de la concurrence.

Les mécanismes flexibles du Protocole de Kyoto

- Des permis d'émissions de gaz à effet de serre échangeables entre pays ayant pris des engagements à la réduction. Dans le cadre de cet arrangement, les pays peuvent acheter des « droits de pollution » non utilisés auprès d'une tierce partie qui a largement atteint son objectif. La principale source de ces droits sera la Russie, où les émissions sont déjà tombées en deçà des niveaux de 1999, en raison de la fermeture d'un grand nombre de centrales industrielles fortement polluantes. Les groupes écologistes appellent ce système « commercer du vent », étant donné qu'il ne contribuera pas à réduire les émissions réelles.
- Un Mécanisme pour le développement propre visant à favoriser le transfert vers les pays en développement de technologies de l'énergie respectueuses de l'environnement.
- Des projets communs de mise en œuvre entre pays industrialisés.

Concernant les échanges de droits d'émissions, des efforts sont en cours pour garantir qu'un système d'échanges de droits d'émissions soit mis en place de façon à garantir l'intégrité environnementale du Protocole. L'UE semble être en faveur d'une limitation des transferts de réductions d'émissions certifiées. La « survente » est également pour l'UE un sujet de préoccupation qui pourrait être pris en compte à travers une forme de système de responsabilité de l'acheteur proposé par la Suisse. Le texte des mécanismes est donc toujours ouvert, nécessitant des délégués qu'ils réduisent les divergences lors de la prochaine réunion de l'Organe subsidiaire pour le conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire pour la mise en œuvre, du 11 au 15 septembre à Lyon. Nombreux sont ceux qui estiment que l'intention américaine de faire face à jusqu'à 90% de ses cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre à travers l'achat de réductions d'émissions certifiées, compromet dangereusement les objectifs environnementaux du régime climatique.

Certains délégués ont estimé qu'il était peu probable que les questions liées au commerce soient soulevées après la sixième Conférence des Parties, bien que d'autres pensent que les sessions de Lyon pourraient être les premières réunions au cours desquelles des échos du commerce se feront clairement entendre.

Des informations sur l'évolution quotidienne des négociations de la Convention-cadre sur les changements climatiques sont disponibles en ligne de IISD Earth Negotiation Bulletin, à l'adresse suivante : <http://www.iisd.ca/climate>. Voir également : <http://www.unfccc.de> pour un complément d'information.

Nouvelles régionales africaines

CEDEAO : L'intégration africaine demeure une préoccupation

Le sommet de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui s'est tenue à Abuja au Nigeria a coïncidé avec le 25^{ème} anniversaire de l'Organisation. Ce sommet a été précédé le 24 mai, d'une réunion du Conseil de ministres de la communauté et le 26, d'une réunion des ministres des affaires étrangères.

Faut-il rappeler que la CEDEAO, qui regroupe 15 Etats (après le retrait de la Mauritanie) a été créée en 1975 pour réaliser l'intégration économique. Dans ce domaine, beaucoup de projets tardent à se concrétiser. Les lenteurs constatées ont amené les Etats membres à accélérer le processus d'intégration en prenant une série de mesures.

La CEDEAO vient de décider d'un processus à deux vitesses permettant au Nigeria et au Ghana d'accélérer un rapprochement. Ces deux Etats vont commencer à harmoniser leurs législations notamment dans le domaine de l'intégration maritime, des transports et des télécommunications. Ils avaient déjà décidé de la création d'une monnaie commune comme étape à l'intégration monétaire sous-régionale.

Le passeport commun aux 15 pays de la communauté et qui doit consacrer la citoyenneté ouest africaine a été lancé.

- Pourparlers à la COMESA sur l'intégration et le commerce régional

Les ministres représentant les 21 pays Membres de la COMESA (Common Market for Eastern and Southern African Countries – *Marché commun des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique Australe*) se sont réunis les 17 et 18 mai pour discuter entre autres questions, des plans pour l'intégration économique et l'échange au niveau régional.

Le Directeur général de l'OMC Mike Moore, qui s'est adressé au Sommet de la COMESA, a déclaré que « L'OMC n'a pas suffisamment prêté d'attention à l'Afrique, mais l'Afrique aussi doit accorder davantage d'attention à l'OMC ».

Quand M. Moore a rencontré en Ethiopie, au mois de mai, le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) Salim Ahmed Salim, les deux hommes ont discuté des voies et moyens de rendre l'OMC plus attentive aux besoins des pays africains et des autres pays en développement, notamment en accroissant l'assistance technique et la constitution de capacités.

- Sommet Economique d'Afrique Australe. Diagnostic de la compétitivité des économies africaines

Le 10^{ème} Sommet Economique d'Afrique Australe s'est tenu du 21 au 23 juin à Durban Afrique du sud. Une occasion pour le Forum Economique Mondial de présenter son deuxième rapport de Davos (Suisse) aux Chefs d'Etats et de gouvernements ; ainsi qu'aux industriels et économistes africains réunis sous son égide.

Ce rapport fait un diagnostic de la compétitivité des économies africaines et devrait permettre aux chefs d'entreprises, d'avoir une idée des potentialités d'investissement dans ce continent.

Le rapport identifie la Tunisie comme étant le pays qui présente les perspectives de croissance les plus saines. Elle est suivie de l'Ile Maurice, du Botswana et de la Namibie.

Les pays présentant les perspectives les plus sombres sont le Burkina Faso, Madagascar, le Kenya et le Zimbabwe. Ces deux derniers auraient, selon ce rapport, le plus sombre avenir.

Quant au Nigeria, il stagne malgré son retour à la démocratie à cause des tensions ethniques, de la pauvreté, de l'endettement et de la corruption. Madagascar, l'Angola, l'Egypte, le Kenya, et l'Ouganda sont aussi des pays très affectés par ce genre de tension. En terme de capacité globale, le rapport souligne que l'économie du continent africain est peu reluisante compte tenu de l'impact du Sida, de la corruption et de la dette. Ce qui explique une diminution de plus en plus importante des investissements étrangers. (Avec l'AFP)

Les vins et spiritueux

Accords techniques entre l'UE et l'Afrique du sud

L'Union européenne et l'Afrique du sud sont parvenus à des accords techniques sur les parties vins et spiritueux de l'Accord commercial qu'ils avaient conclu en février dernier.

Ces Accords doivent permettre l'entrée en vigueur des volets vins et spiritueux le 1er septembre 2000, après approbation formelle du Conseil des ministres de l'UE.

« Ils portent en particulier sur la protection réciproque des indications géographiques, y compris des appellations d'origine et de certaines désignations traditionnelles de spiritueux et ont pour but de faciliter réciproquement le commerce de vins et de spiritueux » a déclaré le commissaire européen à l'agriculture, Franz Fischler.

L'accord commercial jette les bases de la création d'une zone de libre-échange entre les deux parties : il prévoit que 86% des exportations de l'UE vers l'Afrique du sud seront exonérés de droits de douane d'ici 12 ans, et que 95% des exportations sud-africaines vers l'UE pourront entrer librement avant 10 ans.

Les parties vins et spiritueux prévoient l'entrée dans l'UE de 32 millions de litres de vin sud-africain en franchise, en échange de quoi l'Afrique du sud abandonne à terme ses propres appellations porto, sherry, ouzo et grappa, ainsi que celles données à certains vins. (AFP)

Le Directeur du FMI entreprend une tournée en Afrique Horst Koehler tâte le pouls de l'Afrique

Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Horst Koehler a effectué à Dakar, une visite d'une journée dans le cadre de la « tournée d'écoute » qu'il a fait dans cinq pays d'Afrique : Nigeria, Sénégal, Cameroun, Mozambique et en Afrique du Sud.

Cette tournée lui a permis de recueillir les avis des dirigeants et leurs attentes. Lors de son séjour au Sénégal, le directeur du FMI a rencontré les autorités sénégalaises, le Président de la République, les membres du conseil économique et social ainsi que le gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Le Sénégal est l'un des pays récemment admis à l'initiative des

(suite à la page 14)

Le Directeur du FMI entreprend ... (suite de la page 14)

Pays pauvres très endettés (PPTE) et a bénéficié le 23 juin d'une décision du FMI et de la Banque mondiale d'alléger sa dette de 800 millions de dollars. Les réformes structurelles que ce pays opère depuis quelques années sont saluées par le FMI, notamment son programme de privatisation et la réduction des déficits publics. Cependant, le FMI se dit toujours préoccupé par le fait que les bonnes performances macro-économiques ne se soient pas encore traduites par une amélioration notable des indicateurs sociaux et une réduction de la pauvreté.

Interrogé sur la politique de lutte contre la pauvreté au cours d'une conférence de presse, M Koehler s'est montré très optimiste estimant que les résultats ne peuvent être obtenus du jour au lendemain. « Les Africains peuvent enrichir ce monde. L'Afrique n'est pas confinée dans la pauvreté ». Il y a en Afrique, les leaders qu'il faut, je vois que ces pays ont besoin de croissance, une croissance réelle. Ce que doit retenir le FMI, c'est le comportement de la croissance, a-t-il fait remarquer.

L'institution qu'il dirige continuera en tout cas de s'engager auprès de pays africains puisque « ce continent mérite le concours de toute la communauté internationale ».

Par ailleurs, il a estimé qu'il faut créer un climat qui puisse attirer les investissements. « le FMI doit travailler pour que les capitaux internationaux puissent aller à ce continent ».

Après le Sénégal, M Koehler s'est rendu au Cameroun où il a déclaré au cours d'une conférence de presse que le taux de croissance de ce pays ne correspondait pas à ses potentialités. « Ce taux de croissance, évalué actuellement à 5%, est en deçà des possibilités réelles du Cameroun qui peut accéder au marché financier international en attirant les investisseurs étrangers ».

M. Koehler a par ailleurs jugé positives les performances économiques réalisées par le Cameroun dans le cadre du programme triennal qui s'est achevé le 30 juin dernier. Il a aussi considéré avec optimisme l'élection du Cameroun à l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés) en septembre prochain.

Au Nigeria, il s'est entretenu avec le Président Nigérien des réformes économiques, de la dette et d'un nouveau prêt accordé par le FMI.

Durant les différentes visites de M Koehler, il a discuté avec les autorités, de la corruption. Il a demandé à toutes les autorités de prendre des mesures pour combattre ce fléau qui décourage aussi bien les initiatives des nationaux que celles des expatriés désireux d'investir dans le pays.

Rappelons que le FMI avait adopté avec la Banque mondiale un cadre de lutte contre la pauvreté. Celui-ci est fortement critiqué par certaines organisations de la société civile qui estiment que ni le FMI, ni la Banque mondiale n'ont apporté de modifications quant aux principes qui fondent leurs interventions.

Ces mêmes organisations estiment en général, que les conditions d'éligibilité au PPTE sont trop sévères et équivalents à des programmes d'ajustement encore plus contraignants pour les gouvernements qui en bénéficient.

Pascal Lamy en Afrique : l'Accord de Cotonou permettrait aux pays africains d'accroître leurs poids dans le commerce international

« L'Afrique peut tirer un grand profit de la rivalité commerciale entre l'Europe, le Japon et les Etats Unis ». C'est ce qu'a déclaré, le commissaire européen au commerce qui a effectué une visite de deux jours au Sénégal. Cette visite dont l'objet n'était pas selon M. Lamy, de négocier ni au plan latéral, ni au plan bilatéral, multilatéral ou régional a permis au commissaire européen au commerce, de mesurer les difficultés dans la mise en œuvre des accords entre l'Union européenne (UE) et les pays ACP.

Son voyage au Sénégal est le premier que le commissaire européen au commerce a effectué sur le continent africain. Après le Sénégal, M. Lamy s'est rendu en Afrique du sud, compte tenu du fait que ces deux pays sont des « démocraties stabilisées ».

Au cours de ce voyage, M.Lamy a souligné que le continent africain n'est pas frappé par la fatalité, évoquant l'exemple des pays asiatiques et Latino américains. « L'aide internationale, l'ouverture commerciale et des politiques plus équilibrées » sont les conditions à remplir pour peser dans les échanges internationaux, a-t-il indiqué.

Pour M. Lamy, la politique commerciale de l'UE n'est pas exclusivement consacrée « aux gros chiffres », mais aussi, aux pays émergents qui poursuivent des objectifs d'équité.

Il a souligné un certain nombre d'obstacles et de goulots d'étranglement qui ont pour nom principalement, les exportations des pays du sud qui ne respectent pas toujours les normes internationales. Or, le respect des normes européennes (notamment sanitaire) concernant les produits alimentaires conditionne l'entrée des produits africains.

Au plan multilatéral, le chargé du commerce a fait savoir que l'état actuel du marché de l'UEMOA ne suffit pas pour déclencher les investissements. Le constat qui se dégage est que le contrôle au sein de ces pays est encore un obstacle. « Il faut crédibiliser l'UEMOA », a-t-il déclaré. Cependant, pour M. Lamy l'UEMOA est mieux préparée que la CEDEAO pour s'engager dans une coopération commerciale avec l'UE dans le cadre de l'Accord de Cotonou.

Interrogé sur la signature de la convention UE- ACP, le commissaire européen a souligné l'ouverture de l'UE à de nouveaux interlocuteurs, (syndicats et Ong) qui font partie intégrante du dialogue entre l'Europe et les pays en voie de développement.

La nouvelle convention de coopération économique entre 15 pays de l'UE et les 71 membres ACP signée à Cotonou et qui va durer 20 ans permettra, aux pays africains d'accroître leur poids dans le commerce mondial d'après Lamy. En réponse à une interpellation sur la dérogation de l'OMC concernant les Accords de Cotonou, il a estimé que l'UE attendrait que cet Accord soit attaqué devant l'OMC pour réagir.

Il a jugé la relance des négociations multilatérales nécessaires pour l'Europe et bonne pour l'Afrique estimant que dans le nouveau rapport des forces nées à Seattle dans le commerce internationales, les pays émergents pèsent d'un poids considérable.

Le G-8 discutera à Okinawa (Japon) de la biotechnologie, de l'allègement de la dette et du SIDA

La biotechnologie s'annonce comme la question qui va soulever le plus de controverse au sommet du G-8 devant se tenir à Okinawa, du 21 au 23 juillet. Les Etats-Unis et le Canada souhaitent éviter autant que possible les lenteurs administratives aux procédures d'approbation des variétés végétales génétiquement modifiées, et au commerce de produits contenant des OGM, tandis que les membres de l'UE (Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie) respectent les normes strictes de l'Union pour les deux. Le Japon aussi demande l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés, et applique des procédures strictes pour la culture de plantes génétiquement modifiées. La Russie a une position moins tranchée sur cette question. En outre, la France et le Japon recommandent la mise en place d'une nouvelle organisation internationale pour réguler les aliments génétiquement modifiés, alors que les Etats-Unis et le Canada considèrent que la Commission du Codex Alimentarius suffit pour cela.

Les Chefs de gouvernement du G-8 examineront un rapport qu'ils avaient commandé l'année dernière au Groupe spécial de l'OCDE pour la sécurité sanitaire des aliments et de l'alimentation nouvelle. Selon le rapport, les pays qui ont procédé à l'évaluation de la sécurité « sont confiants du fait que ces aliments génétiquement modifiés sont aussi sûrs que d'autres aliments ». Toutefois, le rapport recommande des procédures plus standardisées pour établir une « équivalence substantielle », ainsi que des méthodes améliorées d'évaluation de l'« allergénicité » des protéines nouvelles des aliments. En outre, le Groupe d'experts prévient qu'une « prochaine génération » de produits plus sophistiqués soulèvera d'autres problèmes de sécurité alimentaire. Des modifications complexes (avec plusieurs gènes) rendront plus difficile l'application des principes établis, tels que l'équivalence substantielle, et l'évaluation de la sécurité de ces produits va probablement nécessiter l'élaboration de stratégies et méthodes d'évaluation plus sophistiquées.

Le G-8 entendra également le plaidoyer du Président sud-africain Thabo Mbeki, en faveur de l'annulation de plus de 100 milliards de US\$ de l'encours de la dette africaine, pour libérer des fonds destinés à lutter contre le SIDA, ainsi que d'autres maladies infectieuses comme le paludisme. En juin, les pays de l'Afrique australe ont rejeté une offre des grandes compagnies pharmaceutiques visant à réduire de façon drastique les prix des médicaments contre le SIDA, en soutenant que même avec des réductions de prix, les médicaments restaient chers, et que les acheter équivalait à réduire les fonds destinés à lutter contre d'autres maladies. Les pays de la SADC veulent négocier un accord plus large sur des médicaments abordables, incluant les dispositions de l'OMC sur les licences obligatoires et les importations parallèles.

Négociations agricoles ... (suite de la page 2)

A la troisième session spéciale du 18 au 19 décembre, les Membres devront « prendre des décisions en vue d'une action appropriée dans la mesure du possible », et déterminer quels sont les autres travaux nécessaires avant la quatrième Conférence ministérielle qui aura probablement lieu en 2002.

Pour le moment, il est difficile de juger des implications réelles de l'examen de la mise en œuvre. Aucune négociation n'a eu lieu le

22 juin, et il semble probable que tout « moyen de résoudre » les questions pendantes de mise en œuvre proviendra de consultations informelles entre Membres, plutôt que des sessions spéciales du Conseil général, qui jusqu'ici apparaissent comme de simples reprises des discussions portant sur la mise en œuvre qui ont eu lieu avant Seattle.

Différend de la banane à l'OMC... (suite de la page 4)

Conclusion

A présent que la possibilité d'exercer une rétorsion intersectorielle a été testée dans la pratique, on peut dire que le système est sans nul doute favorable au Membre qui sollicite l'autorisation d'imposer des sanctions. Ceci a sa raison d'être ; après tout, on n'a recours aux sanctions commerciales que lorsqu'il y a un cas manifeste de non-respect, comme cela s'est produit pour le différend de la banane. Toutefois, il est également manifeste que l'outil de la rétorsion intersectorielle a été initialement conçu pour être appliqué de façon contraire à la façon dont l'Equateur s'en est servi.

La rétorsion dans un secteur autre que celui où il y a eu non-observation a été conçue comme un mécanisme servant à faire pression sur les Membres qui ne respecteraient pas les décisions concernant les différends dans le domaine de la propriété intellectuelle. Par exemple, un pays en développement qui n'observe pas ses obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC se trouvera tôt ou tard confronté à une menace de sanctions dans le secteur des marchandises. Le passage d'un secteur ou d'un accord à un autre n'allait pas poser des problèmes majeurs, au moins quand cela se faisait dans cette direction.

Il n'y a pas de doute que l'action menée par l'Equateur est allée à l'opposé des intentions de nombre des négociateurs du Cycle d'Uruguay. Les négociateurs s'attendaient à imposer des sanctions sur des produits tels que la banane, le café, le thon, etc. provenant de pays qui violaient les obligations au titre de la protection de la propriété intellectuelle. C'est le contraire qui a eu lieu : des sanctions seront imposées en rétorsion sur les droits de propriété intellectuelle pour la non-observation d'obligations fondamentales au titre du GATT concernant un produit de base : la banane.

Cristian Espinosa est le Premier Secrétaire de la Mission permanente de l'Equateur à Genève.

Forum 2000 de l'OCDE ... (suite de la page 6)

Comme à la Conférence de Seattle, le Forum 2000 de l'OCDE a été le théâtre de manifestations contre une mondialisation sans contrôle citoyen. L'OCDE a été accusée par l'Observatoire de la mondialisation de vouloir réintroduire dans l'Accord général sur le commerce et les services (GACS) qui est en train d'être les articles « scélérats » de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), abandonné en 1998.

Les membres ont estimé qu'ils étaient peu probables que le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales puisse se faire avant 2001 compte tenu des divergences existantes.

Par ailleurs, le Commissaire européen au commerce, Pascal Lamy a, selon l'AFP, indiqué à ses pairs que l'OCDE n'était pas le lieu où devait se négocier le démarrage d'un nouveau cycle de négociations car il risquerait de rencontrer la désapprobation des pays en développement. « Nous (l'Union européenne) avons clairement

(suite à la page 16)

Forum 2000 de l'OCDE ... (suite de la page 15)

dit que l'OCDE ne pouvait être le forum où une décision serait prise sur un nouveau cycle. Le monde a changé, la décision ne peut être prise ici » a expliqué Pascal Lamy.

Les ministres des 29 pays de l'OCDE ont estimé qu'il fallait faire plus pour répondre aux préoccupations particulières et diverses des PVD et qu'il fallait prendre un engagement plus large avec les sociétés civiles pour établir un dialogue constructif sur les bénéfices et les défis de la libéralisation du commerce.

Investissements et Commerce ... (suite de la page 7)

B- Les politiques de la Banque mondiale et du FMI : Depuis le début des années 90, la privatisation des entreprises publiques a été un des axes des politiques de la Banque mondiale et du FMI en Afrique subsaharienne. Cependant, dans un rapport publié en 1994, la Banque mondiale déplorait le fait que cette privatisation se heurtait à de nombreux obstacles d'ordre économique, financier et surtout politique et social, du fait notamment de la résistance opposée par les travailleurs au bradage de leurs entreprises. Si bien qu'entre 1988 et 1994, les privatisations en Afrique subsaharienne n'ont rapporté que 2,4 milliards de dollars, contre plus de 63 milliards en Amérique Latine et 16,3 milliards en Europe de l'Est (Bhattacharya et al.: 5).

C'est à partir du milieu des années 90 que les deux institutions exercèrent une pression accrue sur les gouvernements africains et firent de la privatisation, l'une des toutes premières conditionnalités à l'octroi de leurs concours. Cette pression, s'ajoutant au nouveau contexte international créé par la conclusion du Cycle de l'Uruguay, amena nombre de pays africains à abandonner toute hésitation et à opter pour la vente de toutes les entreprises publiques existantes, sans trop se soucier des coûts économiques et sociaux de ces ventes.

Depuis lors, le processus de privatisation en Afrique subsaharienne a connu des progrès notables. C'est ainsi qu'entre 1994 et 1997, la valeur cumulée de ces privatisations dans certains pays clés a dépassé 4 milliards de dollars, contre une valeur cumulée d'un peu plus de 2 milliards de dollars entre 1990 et 1993 (*Global Development Finance 1999*: 146).

C'est dans ce contexte que la plupart des pays membres de la CEDEAO décidèrent que le secteur privé devrait désormais être le « moteur de la croissance », tant au niveau national que régional. Ceci explique, entre autres, la création de bourses de valeurs mobilières, comme la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) d'Abidjan.

C- Les Bourses de Valeurs Mobilières: Ces bourses sont censées stimuler le développement du secteur privé, en favorisant à la fois les privatisations d'entreprises publiques et en attirant davantage de capitaux frais dans la sous-région. Toutefois, la capitalisation de la plupart des sociétés cotées dans ces bourses reste encore limitée. Ensuite, les entreprises les plus importantes de ce secteur sont pour la plupart d'anciennes entreprises d'Etat passées au secteur privé par suite des vagues de privatisations. Or les plus importantes d'entre elles sont celles situées dans les secteurs des mines et des télécommunications.

En outre, dans l'ensemble, ces privatisations n'ont pas eu l'effet escompté. La raison fondamentale réside dans le fait que la ma-

jeure partie des flux de capitaux circulant dans le monde s'oriente vers des investissements visant à un transfert de propriété du capital et non à la création de nouvelles capacités productives. On estime que plus de 80% des flux privés dans le monde entrent dans cette catégorie (*Le Courrier*: 66).

Ceci explique, en partie, pourquoi les privatisations en Afrique n'ont pas eu d'effet notable sur le niveau des échanges intra-africains.

Les flux d'investissements en Afrique de l'Ouest

Malgré la création des bourses de valeurs et l'accentuation des politiques de libéralisation économique et financière (suppression des contrôles des changes, libéralisation des taux d'intérêt, levée des restrictions à la convertibilité de la monnaie nationale, installation de bureaux de change privés, etc) la part de l'Afrique de l'Ouest - les 16 pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) - dans les flux destinés au continent africain restent modestes et confinés à une poignée de pays. Comme il a été indiqué plus haut, le Ghana et le Nigeria semblent être les destinations principales des flux d'investissements privés vers l'Afrique de l'Ouest. Les mines du Ghana, le poids du Nigeria et son pétrole semblent être les facteurs déterminants pour ces deux pays. Entre 1990 et 1997, les privatisations dans ces deux pays ont attiré respectivement 873 et 730 millions de dollars, loin devant la Côte d'Ivoire, qui a attiré moins de 500 millions de dollars, et des autres pays de la sous-région (*Global Development Finance 1999*: 146).

Le niveau modeste des flux d'investissements privés vers la CEDEAO semble s'expliquer par un certain nombre de facteurs négatifs. Par exemple, l'instabilité politique et l'insécurité dans la sous-région (coups d'Etat militaires au Niger et au Nigeria; guerres civiles au Liberia, en Sierra Leone, en Guinée-Bissau, etc.) ont été des facteurs défavorables aux mouvements de biens et services et de capitaux.

C'est sans doute pour remédier à cette situation que depuis quelques années, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et la CEDEAO ont adopté un certain nombre de mesures destinées à stimuler le développement du secteur privé et à attirer davantage de capitaux privés étrangers. C'est ainsi que l'Organisation pour l'Harmonisation des Affaires en Afrique (OHADA) a vu le jour dans l'espace UEMOA. Son but est de rassurer les investisseurs par l'harmonisation des règles régissant les activités des entreprises dans tous les pays membres.

Au niveau de la CEDEAO, les pays membres ont créé le Système Informatisé de Gestion des Opportunités d'Affaires (SIGOA-TOPS) visant à informer les agents économiques de la Communauté sur toutes les opportunités existant dans les pays membres. En outre, l'existence de ECOBANK, une banque au service des opérateurs de la Communauté, possédant déjà sept (7) filiales dans les pays membres, dont le Sénégal, vise à drainer davantage de financements privés et publics au bénéfice de l'économie de la sous-région.

Impact sur les flux commerciaux

Comme on l'a vu, les investissements les plus notables observés dans la sous-région, comme en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigeria, ou au Sénégal, sont liés aux programmes de privatisation de ces pays (*Global Development Finance 1999*: 146-147). En outre, ces investissements sont concentrés dans les télécommunications, les mines, l'énergie, etc.

Donc, à priori, ces investissements ne sont pas directement liés à un quelconque mouvement commercial, dans la mesure où ils concernent des rachats d'actifs et non de nouvelles installations de capacités pouvant donner lieu à des importations de biens d'équipement, de produits intermédiaires et de matières premières. On peut penser toutefois que l'amélioration des infrastructures de transport et de communication pourrait contribuer à un accroissement des échanges entre les pays de la sous-région et entre eux et le reste du monde.

Par ailleurs, les exportations de la sous-région restent encore dominées par des produits primaires. En fait, le dernier rapport de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) indiquait que plus de 70% des exportations des pays membres se composaient de produits primaires non transformés. Pour remédier à cette situation, un plan a été adopté au dernier Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernements. L'objectif principal de ce plan est de promouvoir une stratégie d'industrialisation destinée à attirer les investissements pour revaloriser les ressources locales en vue d'accroître les exportations. Dans cette optique, seront encouragés les investissements visant à transformer sur place les matières premières en produits finis et en produits intermédiaires, destinés principalement à l'exportation.

Pour rendre opérationnelle cette stratégie, les pays membres vont peut-être recourir à l'implantation de zones franches d'exportations (ZFE). Mais les résultats économiques et sociaux de ces zones sont très mitigés. Généralement, elles emploient une main-d'œuvre majoritairement féminine, mal payée et travaillant dans des conditions précaires (insécurité de l'emploi, conditions de travail insalubres, etc.)

Conclusion

Dans l'espace CEDEAO, comme dans les autres parties du continent, les flux privés restent limités, en dépit des efforts de libéralisation et de déréglementation ainsi que des programmes de privatisations. En outre, ces flux restent confinés à un petit nombre de pays, dont le Ghana et le Nigeria, pour ce qui est de l'Afrique de l'Ouest.

Compte tenu de la nature de ces investissements (rachats d'actifs), ils ne se sont pas accompagnés de mouvements de marchandises notables. On estime que le niveau des échanges intra-CEDEAO se situerait autour de 12% actuellement, comparé à un niveau de 9% en 1980. Ceci dénote une faible progression des échanges entre pays membres d'une Communauté qui vient de fêter son 25^{ème} anniversaire.

Beaucoup d'observateurs pensent que les pays de la CEDEAO doivent relever le niveau du commerce et des investissements intra-régionaux s'ils doivent réaliser les objectifs fixés par le Traité d'Abuja. C'est sans doute cette prise de conscience qui a conduit à la récente décision d'adopter une monnaie commune d'ici 2004 et de mobiliser l'ensemble des instruments de développement de la Communauté pour renforcer le processus d'intégration.

Références

Bhattacharya, Amar, Montiel, Peter and Sharma, Sunil (1997), "Afrique subsaharienne: comment attirer davantage de capitaux privés?" dans *Finances et Développement*, juin 1997, p. 3-6.

Botchwey, Kwesi (2000), *Financing for Development: Current Trends and Issues for the Future*, UNCTAD X, Bangkok (Thailand), 12 February 2000.

Dembélé, Demba Moussa (1999), "The Political Economy of Debt, Adjustment and Globalization in Africa" in Yassine Fall (editor), *Africa:*

Gender, Globalization and Resistance, Dakar: AAWORD Book Series, 1999.

Dembélé, Demba Moussa (1997), *La mondialisation: problèmes conceptuels, manifestations et enjeux*. Dakar: Forum Politique Africain (non publié).

«La mondialisation en questions», *Le Courrier ACP-UE*, No. 164 - juillet-août 1997: 50-85.

Pill, Huw et Pradhan, Mahmood (1997), «La libéralisation financière en Afrique et en Asie», dans *Finances et Développement*, juin 1997, p. 7-10

The South Centre (1999), *Financing Development: Key Issues for the South*, Geneva, 1999.

The South Centre (1998), *Towards an Economic Platform for the South*, Geneva, 1998.

United Nations Conference on Trade and Development (1998 et 1999), *Trade and Development Report*, Geneva/New York.

United Nations Conference on Trade and Development (1999), *World Investment Report*, Geneva/New York, 1999.

World Bank (1999), *Global Development Finance*, Washington, D.C, 1999.

(ADPIC: Séminaire de formation ... (suite de la page 11))

Ce qui fait la spécificité des ADPIC, selon Sabou Ibrahima Traoré, chef de Service des brevets à l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI), c'est qu'ils prévoient que les pays signataires doivent se conformer aux articles 1^{er} à 12 et 19 de la convention de Parties et aux articles 1 à 21 de la Convention de Berne et son annexe. Des sanctions sont prévues à l'encontre des Etats membres et des personnes.

Rappelons que des organisations non gouvernementales africaines sont opposées à la signature des accords de Bangui qui, selon elles, priveraient les pays africains de leurs droits au développement industriel et rendraient plus difficile l'accès aux médicaments essentiels.

Un autre séminaire sur la propriété intellectuelle est prévu à Dakar du 24 au 28 juillet 2000.

En bref

Développement: Le Comité du commerce et du développement de l'OMC organisait, du 26 au 27 juin, un séminaire pour les représentants gouvernementaux et d'organisations intergouvernementales, portant sur les questions de mise en œuvre, suivi d'une session ordinaire du Comité le 28 juin. Etaient à l'ordre du jour, des discussions sur le traitement spécial et différentiel, avec le rapport du Président sur un séminaire sur ce thème, qui s'est déroulé le 7 mars. Le Comité devait par ailleurs examiner une demande de statut d'observateur formulée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, et également passer en revue les activités de l'OMC en matière de coopération technique.

Contact: Chiedu Osakwe, Division Commerce et Développement de l'OMC, Tél: (41-22) 739-5250, fax: 739-5774, e-mail: chiedu.osakwe@wto.org

ADPIC: Parmi les points à l'ordre du jour de la réunion, du 26 au 30 juin, du Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), figuraient:

(suite à la page 18)

En bref... (suite de la page 17)

- l'examen de la législation sur les Droits de Propriété Intellectuelle (DPI) de 13 pays en développement nécessitait d'avoir des régimes conformes à l'OMC à compter du 1er janvier 2000;
- l'examen de l'article 27.3(b) sur la protection des objets brevetables et des variétés végétales;
- l'application des Articles 70.8 et 70.9 sur la protection conférée par un brevet des produits chimiques pour la pharmacie et l'agriculture (ce qu'on appelle obligation de dépôt de brevets et de droits exclusifs de commercialisation au titre de la « mailbox » dans les pays en périodes de transition;
- la coopération technique;
- les plaintes en situation de non-violation; et
- l'examen de l'accord sur les ADPIC aux termes de l'Article 71.1.

Contacteur: Peter Ungphakorn, Division information et Média de l'OMC, Tél: (41-22) 739-5412, fax: 739-5458

MIC (Mesures concernant les investissements et liées au commerce) : Le Conseil du commerce des marchandises tiendra le 7 juillet sa première réunion depuis l'adoption, le 8 mai, de la Décision sur les questions liées à la période de transition concernant les MIC. Selon la décision, les Membres du Conseil doivent « examiner positivement » les demandes individuelles émanant des pays en développement, en tenant compte de leurs difficultés à appliquer l'Accord sur les MIC, ainsi que de leurs besoins en matière de développement, de finances et de commerce.

Huit pays en développement ont formulé des demandes d'extension pour les restrictions à l'investissement incompatibles avec les MIC, mais aucune n'a encore été accordée. Les Etats-Unis ont provoqué la colère des pays en développement, en entamant des procédures de règlement de différends relatifs aux MIC contre l'Inde, les Philippines et la Roumanie, bien que ces deux dernières aient demandé des extensions (voir page 6).

Dérogation à l'ACP : Le Conseil du commerce de marchandises examinera également la demande de dérogation pour le nouvel Accord de Partenariat ACP-UE, dont le sort est bouleversé par le régime d'importations de bananes de l'UE (voir page 6 pour plus d'informations sur les MIC et les conflits sur la banane).

Mise en œuvre : Le Conseil général poursuivra le 3 juillet l'examen des questions de mise en œuvre, aux termes du paragraphe 21 du projet de Déclaration ministérielle (voir article principal).

Contacteur : Nuch Nazeer, Division Information et Média de l'OMC, Tél: (41-22) 739-5393, fax: 739-5458.

Libreville

Réunion sur le Commerce et le Développement durable

A l'initiative de ICTSD (Centre International pour le Commerce et le Développement Durable) et de ENDA Tiers - Monde, plus de cent responsables du commerce, d'organisations non gouvernementales africaines, et de chercheurs, de vingt cinq pays d'Afrique francophone et lusophone, se sont réunis les 13 et 14 juillet 2000 à Libreville (Gabon) autour du thème Commerce et Développement Durable en Afrique.

Neuf thèmes ont été présentés, et ont été suivis de débats. Il s'agit :

- de l'Accord sur l'Agriculture de l'OMC et de ces impacts sur

la sécurité alimentaire,

- de l'Accord sur la propriété intellectuelle et la protection des connaissances africaines,
- de l'Accord de Cotonou et de ces impacts sur les économies et le commerce africain,
- de l'intégration sous régionale, dans le cadre de l'UEMOA,
- de l'exploitation des ressources forestières dans le Bassin du Congo (exemple du Cameroun), et l'élaboration des normes (certification) internationales,
- des contraintes à l'accès aux marchés européens, et des normes à l'exportation dans le cas de la Côte d'Ivoire,
- de l'exploitation des ressources halieutiques et du développement durable, dans le cas du Sénégal,
- des impacts des Accords sur la réduction des émissions des gaz à effets de serre et de l'extension du commerce international des « droits d'émission » sur le développement des pays africains.

Les exposés ont été suivis de discussions qui ont mis en lumière les risques que comportent « les règles du jeu » du commerce international sur la sécurité alimentaire en Afrique, la santé, la durabilité des ressources, et au delà, sur la pauvreté.

Les participants ont souligné l'importance pour l'Afrique de contribuer pleinement à l'élaboration des normes et des règles qui régissent les relations commerciales internationales, ainsi que la nécessité pour le continent de sauvegarder les droits de protéger ses ressources et ses connaissances.

Les débats ont fait ressortir, en particulier, trois enjeux importants :

- Investir dans la connaissance et la recherche et protéger les connaissances traditionnelles. Cela passe tout d'abord par la mise en œuvre de meilleurs systèmes de recherche et d'information sur les ressources environnementales africaines, et une reconnaissance des connaissances traditionnelles, mais aussi par une meilleure valorisation de l'expertise scientifique existante. La maîtrise du capital environnemental au profit du développement durable sur le continent, une meilleure place dans les négociations internationales et dans le système commercial multilatéral passent par le développement de la connaissance et de la recherche.
- Promouvoir le dialogue entre les acteurs concernés par l'exploitation des ressources environnementales et le développement durable. Il s'agit notamment :
 - des organisations socio-professionnelles syndicales et associatives, qui représentent les intérêts des différents groupes de la population (paysans, forestiers, communautés locales, pêcheurs, éleveurs...),
 - de l'Etat et des collectivités locales,
 - des organisations non gouvernementales et du secteur privé.

Un meilleur dialogue sur les différents aspects du développement durable, ainsi que sur les positions de négociation à l'échelle internationale, permet de définir de meilleures normes de préservation des ressources, et de prendre en compte les différents intérêts en jeux sans nuire à la durabilité.

De même un dialogue démocratique entre acteurs permet de renforcer la crédibilité et le poids des positions africaines à l'échelle internationale.

- Renforcer les capacités de négociation des pays africains : ce renforcement passe en priorité par une connaissance approfondie des enjeux négociés, et de meilleures liaisons avec la recherche et les systèmes d'information. Il passe aussi par une meilleure communication entre les différents centres de décision et entre les différents acteurs nationaux impliqués. Il passe enfin par une plus grande solidarité et synergies entre les pays africains et par l'émergence de positions communes.

En fin les participants considèrent que le renforcement des capacités, mis souvent en avant par les organisations internationales, ne pourrait se limiter à de simples capacités à comprendre et à appliquer des règles desquelles les pays africains sont souvent exclus. Le renforcement des capacités est avant tout, une œuvre qui doit être menée en profondeur et sur le long terme : renforcement des systèmes de recherche, de connaissances et de communication au niveau local et sous régional, de dialogues entre acteurs, et des capacités de négociation.

Il doit avoir comme objectif stratégique le renforcement des capacités de l'Afrique à valoriser ses propres ressources au profit de son développement durable, et à participer pleinement à l'élaboration des règles et des normes internationales.

Les communications présentées lors de la réunion de Libreville sont disponibles à ENDA TM (Dakar) et à ICTSD (Genève).

Sommet pour le développement... (suite de la page 5)

Celles-ci avaient même été bloquées pendant plusieurs heures quand il s'est agi de droit de propriété intellectuelle et d'accès à faible coût aux médicaments pour les pays en développement, et notamment ceux particulièrement touchés par le SIDA. Plusieurs réunions informelles, et des consultations avec les capitales auront été nécessaires pour trouver une issue à l'affrontement entre les principaux pays du Nord et les pays du groupe des 77. L'enjeu était de taille : alors que les premiers mettaient l'accent sur l'importance des brevets pour la recherche médicale, le G 77 estimait qu'il était nécessaire d'instaurer des exemptions pour la production de médicaments essentiels, y compris ceux nécessaires au traitement du SIDA.

Certains pays proposaient même que la discussion soit renvoyée à l'OMC. Ils craignaient certainement que des concessions dans le cadre de la réunion de Genève n'engendrent une révision substantielle des ADPIC.

De même la discussion sur l'aide au développement était loin de faire honneur aux plus riches, qui contestaient la réalité de la baisse de l'aide publique au développement, et qui refusaient à s'engager pour des ressources supplémentaires.

Finalement le sommet n'a débouché qu'à la réaffirmation des objectifs de Copenhague, et à une évaluation mitigée des effets de la globalisation.

La session extraordinaire de l'assemblée générale sur le suivi du Sommet mondial sur le développement social a adopté un document final comprenant une déclaration politique, une évaluation de la suite donnée à Copenhague, et une série d'initiatives nouvelles visant à donner suite aux engagements pris lors du Sommet.

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUNTES/BRÜCKEN

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



enda tiers-monde

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers - Monde et ICTSD.

Secrétaire Exécutif: Jacques Bugnicourt.

Secrétaire Exécutif à l'International: Youba Sokona.

Responsable de publication:

Taoufik Ben Abdallah

Rédaction: Awa Thiaw, Seynabou Mbodj

Diffusion: Sata Tall

Adresse: B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél: (221) 821-70-37

Fax: (221) 822-2695

E-mail: syspro2@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn>



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT

BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif: Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice: Anja Halle

Tél: (41-22) 917-8492

Fax: (41-22) 917-8093

E-mail: ictsd@ictsd.ch

Web: <http://www.ictsd.org>



PUNTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur: Nicolas Lucas

Editrice: Mariá Amparo Albán

Téléfax: (593-2) 920 635 / 920 636

E-mail: flla@interactive.net.ec



BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch.

Coordinateur: Rainer Engels

Editrice: Martina Schaub

Tél: (49-228) 60492-0

Fax: (49-228) 60492-19

E-mail: tradewatch@germanwatch.org

Web: <http://www.germanwatch.org>

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUNTES* et *BRÜCKEN* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD, de la Fundación Futuro Latinoamericano et de GERMANWATCH. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

BRIDGES Weekly Trade News Digest

Pour vous abonner au bulletin hebdomadaire de l'ICTSD sur le commerce, l'environnement et le développement, envoyez un courrier électronique à: listserv@iatp.org. Ne remplissez pas la ligne objet. Dans le corps du texte, écrivez: subscribe bridges. La revue est aussi disponible sur le site internet de l'ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ICTSD.

Toutes les réunions de l'OMC ont lieu à Genève. Les dates peuvent changer. Veuillez contacter l'OMC pour confirmation.
Internet : <http://www.wto.org>. Tous les numéros de téléphone et de Fax de l'OMC commencent par (41-22) 739-
Seuls les numéros de postes sont donnés dans ce document.

Réunions de juillet à octobre

21-23 juillet	Sommet des huit pays les plus industrialisés (G8). Okinawa, Japon
16-18 août	Consultation technique régionale sur les projets de normes de la Convention internationale pour la protection des végétaux. Bangkok, Thaïlande. Contact : Shen, C.Y., FAO, Code de la réunion : RAP – 807
3-8 septembre	Biotechnology 2000 – 11 th International biotechnology Symposium. Berlin, Germany. Contact : USDA, http://www.agnic.org/mtg/2000.html
4-7 septembre	Consultation d'experts sur la technologie du poisson en Afrique. Mbour, Sénégal. Contact: Teutscher, F, FAO, Code de la réunion : F1- 809
6-8 septembre	Sommet du Millénaire, « Rôle des Nations-Unies au XXI ^{ème} siècle. New York, Etats-Unis.
1-12 septembre	Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI. Prague, République Tchèque
11-15 septembre	20 ^{ème} Session du Comité du Codex sur les fruits et légumes traités. Washington, D.C., USA. Contact : Randell, A W, FAO, Code de la réunion : CX – 713 20
11-29 septembre	25 th Session of the Joint Meeting on Pesticides Residues. FAO et OMS. Genève. Contact: AmeliaTejada, FAO, Tél : 39 (6) 5705 4010, Fax : +39 (6) 5705 6347, E-mail : Amelia.Tejada@fao.org
18-21 septembre	26 ^{ème} Session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Rome, Italie. Contact: Huddleston, B, FAO, Code de la réunion ESA-728 26
19-22 septembre	Consultation technique sur l'élaboration d'une stratégie mondiale pour la diversité des animaux aquatiques. Rome, Italie. Contact : Bartley, D M, FAO, Code de la réunion FI- 811
25-28 septembre	Earth Technologies Forum. Alliance for Responsible Atmospheric Policy. Washington D.C., USA. Contact : Alliance for Responsible Atmospheric Policy, Tél : +1-703-243-0344, Fax : +1-703-243-2874, E-mail : alliance98@aol.com, http://www.arap.org
1 – 2 octobre	Atelier sur l'agriculture commerciale et le traitement des produits agricoles. Bangkok, Thaïland. Contact : Hicks, P.A., FAO, Code de la réunion : RAP – 902
4 – 11 octobre	World Conservation Congress. IUCN. Amman, Jordanie. Contact : Usila Hult Bunner, IUCN, Genève, Tél : +41 (22) 999 0001 ; Fax : +41 (22) 999 0002, http://www.iucn.org
24 – 27 octobre	11 ^{ème} Session du Comité des pêches continentales pour l'Afrique. Abuja, Nigéria. Contact : West, Q. B., Code de la réunion : RAF – 745 11

Publications et Ressources

Ajayi S. Ibi, Khan Moshin S. Mai 2000. External Debt and Capital Flight in Sub-Saharan Africa. FMI

Anthony Léonard, Nekkaz Rachid. 2000. Millénaire quel avenir pour l'humanité. Les jeunes du monde entier posent les questions aux sept chefs d'Etats les plus puissants de la planète. Edition Robert Laffont, Paris.

Banque Mondiale. Mai 2000. Can Africa Claim the 21st Century. Publié en Collaboration avec la Banque Africaine de développement, African Economic Research Consortium, Global Coalition for Africa, La Commission Economique Africaine des Nations Unies et la Banque Mondiale. <http://www.worldbank.org/html/extpb/africaclaim.htm>

Ben-David Dan (Université Tel Aviv), Winters Alan (Université du Sussex). 2000 Commerce, disparités des revenus et pauvreté. OMC. http://www.wto.org/french/News_f/pres00_f/pr181_f.htm

Cashin Paul, Pattilo Catherine. Avril 2000. Terms of Trade Shocks – Are They Short-Lived or Long-lived ?. Working Paper WP/00/72. FMI

Commission européenne. 2000. Le Nouvel Accord de Partenariat ACP-UE. Disponible sur le site de la Commission européenne, http://www.europa.eu.int/comm/development/cotonou/index_fr.htm

De Montbrial Thierry. Rammsses 2000. L'entrée dans le 21^{ème} siècle. Edition Dunod, Paris.

Dollar David, Kray Aart. 2000. Growth is Good for the Poor. Banque Mondiale. <http://www.worldbank.org/rese/growth/absddolakray.htm>

Dr Calestous Juma. 1999. Science, Technology and Economic Growth: Africa's Biopoli in the 21st Century. UNU/INRA Annual Lectures

Gaudin Thierry. 1999. 2100 récits du prochain siècle. Edition Payot, Paris.

Hernandez-Cata Ernesto. Mai 2000. Raising Growth and Investment in Sub-Saharan Africa – What can be done ?. Policy discussion Papers PDP/00/4. FMI

IMF Staff Country Report N°00/6. Avril 2000. Monetary and Exchange Rate Policies in the Euro Area. FMI.

Karacadag Cem, Taylor Michael. Juin 2000. The New Capital Adequacy Framework – Constraints and Incentive Structures. Working paper WP/00/93. FMI

Khan Mahmood H. Avril 2000. Rural Poverty in Developing Countries - Issues and Policies. Working Paper WP/00/78. FMI

Maria-Angels Oliva. Trade protection in the Middle East and North African Countries (MENA). Fonds Monétaire International (FMI). Mussa Michael, Masson Paul, Swoboda Alexander, Jadresic Esteban, Mauro Paolo, Berg Andy –Advance copy. Avril 2000. IMF Occasional Paper N° 193. FMI

OCDE. Août 2000. Echanges, investissement et développement : Pour la cohérence des politiques. OCDE Code 221999022P1